

CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA HAUTE BORNE

CRAC 2017



SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	3
I - INFORMATIONS ADMINISTRATIVES	5
I.1 – OBJET DE LA CONCESSION ET MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE	6
I.2 – DATES DU CONTRAT DE CONCESSION.....	6
I.3 – DELIBERATIONS DE LA CONCESSION A LA SPL EURALILLE.....	6
I.4 – L'AGREMENT.....	7
I.5 – RISQUE DU CONCEDANT.....	7
II – BILAN D'ACTIVITE 2017	8
II.1 – ETAT DE LA COMMERCIALISATION.....	9
II.1.1 : ACHAT DU FONCIER	
II.1.2 : AGREMENT, ENTREPRISES ET DISPONIBILITES SUR LE PARC	
II.1.3 : LES PROGRAMMES EN COURS DE DEVELOPPEMENT	
II.2 – L'ESPACE PUBLIC	14
II.2.1 : GEOMETRE	
II.2.2 : MAITRISE D'ŒUVRE URBAINE	
II.3 – ACTIONS DE PROMOTION ET DE PROSPECTION	16
II.3.1 : LES VOEUX	
II.3.2 : LES SALONS	
II.3.3 : AUTRES EVENEMENTS	
II.4 – ELEMENTS FINANCIERS.....	19
II.5.1 : AVANCE	
II.5.2 : RECETTES 2017	
II.5.3 : DEPENSES 2017	
II.5.4 : PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LES ELEMENTS FINANCIERS 2017	
III – PREVISIONNEL 2018	21
III.1 - LES RECETTES.....	22
III.1.1 : CHARGES FONCIERES	
III.1.2 : PARTICIPATIONS	
III.2 - LES DEPENSES.....	22
III.2.1 : ETUDES GENERALES	
III.2.2 : MAITRISE FONCIERE	
III.2.3 : GEOMETRE	
III.2.4 : FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	
III.2.5 : FRAIS DE LIBERATION DES SOLS	
III.2.6 : TRAVAUX DE VIABILISATION	
III.2.7 : GESTION DE SITE	
III.2.8 : EXPERIMENTATION MOBILITE	
III.2.9 : HONORAIRES SUR TRAVAUX	
III.2.10 : REMUNERATION	
III.2.11 : COMMUNICATION	
III.2.12 : FRAIS DIVERS	
III.2.13 : TAXES FONCIEERS	
III.2.14 : ALEAS	
III.3 – CONCLUSIONS SUR LE PREVISIONNEL 2018.....	28
CONCLUSION GENERALE	30
ANNEXES.....	32

INTRODUCTION GENERALE

Par délibération n°16C0892, en date du 2 décembre 2016, la Métropole Européenne de Lille a désigné la SPL Euralille comme concessionnaire de l'opération d'aménagement du Parc Scientifique Européen de la Haute Borne pour mener à bien ce projet.

La SPL Euralille s'est ainsi vue notifier la concession d'aménagement Haute Borne le 14 février 2017.

CONTENU DU PRESENT DOCUMENT

Conformément à l'article 18 du contrat de concession, le présent compte-rendu d'activités au concédant contient :

- 1°/ un bilan financier actualisé, présenté par nature faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses au 31/12/n-1, d'autre part, les dépenses et recettes prévisionnelles restantes à réaliser par année dans le respect de la base contractuelle.
- 2°/ une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, un état des risques sur l'opération et leurs éventuels impacts financiers ;
- 3°/ le plan global de trésorerie et l'échéancier prévisionnel actualisés de l'opération, un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé ;
- 4°/ un tableau des acquisitions et cession immobilière réaliser sur l'année en cours conformément à l'article 7.5
- 5°/ Le cas échéant, un tableau de synthèse actualisé des participations du concédant consenties ou à mettre en place, par nature de participation et par an

6°/ le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 17.4 du traité de concession.

7°/ les fiches d'ouvrage établies par ouvrage et qui mentionnent, outre le coût à la terminaison, le montant réalisé au 31/12/n-1, le prévisionnel des réalisations pour les années n et n+1 et la répartition des financements, dont le modèle est repris en annexe

8°/ un planning actualisé de l'opération

Une conclusion développant les perspectives et points de vigilance particuliers jusqu'au terme de la concession, le 14 février 2026.

PRINCIPALES ACTUALITES 2017-2018 DE L'OPERATION

La notification par la MEL, début 2017, de la concession d'aménagement de la ZAC de la Haute Borne a permis d'engager l'activité opérationnelle sur le Parc.

Les principaux éléments suivants caractérisent la situation de l'opération fin 2017 :

- Sélection de prestataires (géomètre, équipe de MOE, bureau d'étude Développement Durable, équipe mobilité)
- Réalisation d'un appel à manifestation d'intérêt auprès de promoteurs

Sur ces bases et des prévisions opérationnelles, le présent compte-rendu s'attache à cerner :

- les évolutions du bilan prévisionnel de l'opération ;
- le parfait respect des engagements financiers réciproques avec la MEL.

I.

INFORMATIONS

ADMINISTRATIVES

I.1 OBJET DE LA CONCESSION ET MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le périmètre de l'opération d'aménagement « Haute Borne » correspond au périmètre global du projet dont le plan est joint en annexe au présent CRAC.

Tel que défini à l'article 1 du traité de concession approuvé par délibération n° 16 C 0892 du Conseil Métropolitain du 02-12-2016, le programme de la concession comprend :

- la commercialisation de 60.000 m² de SDP à usage d'activités tournées notamment vers la recherche, l'innovation et également de proposer des espaces de développement pour la filière matériaux, comme filière d'excellence.
- la réalisation des travaux de viabilisation de ces programmes immobiliers ainsi que les aménagements nécessaires
- la conduite de toutes les études, démarches, procédures administratives ou réglementaires pertinentes.
- la réalisation des aménagements qui comprendra l'ensemble des travaux de voirie, réseaux, espaces libres et installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des usagers ou habitants des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la présente concession

I.2 DATES DU CONTRAT DE CONCESSION

- Délibération de la MEL..... 2 décembre 2016
- Notification à la société 14 février 2017

La convention d'aménagement de la ZAC du Parc Scientifique de la Haute Borne est rendue exécutoire à

la date de notification par la Métropole Européenne de Lille à la SPL Euralille le 14 février 2017.

La durée de la concession est fixée à 9 années (art. 5 du traité de concession), clôture comprise, à compter de sa date de prise d'effet. (durée opérationnelle de 8 ans et durée de liquidation de 1 an).

I.3 LES DELIBERATIONS DE LA CONCESSION A LA SPL EURAILLE

Les délibérations communautaires sur l'opération Haute Borne sont les suivantes :

- Par délibération n° 16 C 0892 du 02-12-2016, le Conseil métropolitain a décidé l'attribution à la SPL Euralille de la concession d'aménagement de la ZAC de la Haute Borne pour une durée de 9 ans, et :
 - o de prendre en considération le programme technique de l'opération tel que défini dans le traité de concession à réaliser sur la zone ;
 - o d'approuver le bilan financier prévisionnel de la concession sans participation financière de notre établissement ;
 - o de déléguer à la SPL Euralille le droit de préemption sur le périmètre de la ZAC conformément au traité de concession ;
 - o de décider que les terrains non vendus et ne devant pas intégrer le domaine public de la Métropole Européenne de Lille ou d'une autre collectivité (biens de reprise) seront cédés à la SPL Euralille à leur prix d'achat soit 2,21 euros HT/m² pour les terres cultivées et 156 000 euros pour le lot 4E pour réaliser les études de faisabilité et superviser l'aménagement.
 - o d'autoriser la signature d'un contrat d'avance de trésorerie de 1 780 000 euros à l'opération Haute Borne à rembourser, par fractions, et en totalité par la SPL Euralille pour le 31 décembre 2022

- Par délibération n° 17 C 0485 du 01-06-2017 le Conseil métropolitain a décidé la cession des fonciers sis à VILLENEUVE D'ASCQ et SAINGHIN-EN-MELANTOIS, au profit de la SPL Euralille, d'une superficie totale d'environ 547 411 m², pour un montant de 1 337 503,57 euros, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et conformément au bilan et au traité de concession;

I.4 L'AGREMENT

Conformément à la délibération 16 C 0892 et au traité de concession, le parc a vocation à accueillir des activités scientifiques et technologiques tournées vers la recherche et l'innovation, le développement durable ; des activités dans le domaine du tertiaire dans la parfaite continuité des entreprises déjà installées ; des activités liées à la thématique « matériaux » s'agissant ici d'une thématisation souhaitable mais en aucune façon d'une spécialisation exclusive, pour conforter les implantations déjà existantes notamment de l'IFMAS (Institut Français des Matériaux Agrosourcés).

L'opportunité de chaque implantation est débattue et décidée, au cas par cas, dans le cadre du Comité d'agrément comprenant les élus de la Métropole Européenne de Lille, des communes de Villeneuve d'Ascq et Sainghin-en-Mélantois ainsi que l'aménageur. Ce comité est éclairé, pour sa prise de décision, par un avis circonstancié consultatif émanant des acteurs et partenaires que sont l'université de Lille, Matikem, la CCI Grand Lille, le CNRS et pour les dossiers exogène à la Métropole, Lille's Agency. Les membres constitutifs de des comités sont :

Composition du comité d'agrément

- MEL: M. Matthieu CORBILLON, Conseiller métropolitain délégué aux parcs d'activités et à l'immobilier d'entreprises et l'urbanisme commercial (*suppléante: Mme Frédérique SEELS, conseillère métropolitaine en charge du plan d'actions pour le rebond industriel du territoire*).
- Ville de Villeneuve d'Ascq: M. Gérard CAUDRON, Maire (*suppléante: Mme Martine CARETTE, Conseillère municipale déléguée à la recherche, aux transferts de technologie et à l'innovation et à la vie étudiante*).
- Ville de Sainghin-en-Mélantois: Mme Marie-Josée TOURNON, adjointe Dev. Economique (*suppléant: M. Guillaume TIMMERMAN, adjoint*).
- SPL Euralille: M. Fabrice VEYRON-CHURLET, Directeur Général (*suppléant: M. Romain CHAMPY, Directeur des Projets*).

Composition du comité consultatif

- Université de Lille: M. Jean-Christophe CAMART, Président (*suppléante: Mme Nicole DUPONT, Conseillère Scientifique Recherche Innovation auprès du Président*).
- CNRS: pas de représentant désigné à ce jour.
- Pôle de Compétitivité Matikem: M. Antonio MOLINA, Président (*suppléant: M. Olivier VARLET, Directeur Général*).
- CCI: M. Xavier KIEKEN, Elu CCI Grand Lille (*pas de suppléant(e) désigné(e)*).
- Lille's Agency dans le cas de projet exogène: M. Jean-Baptiste TOURSEL, Directeur Général (*pas de suppléant(e) désigné(e)*).

I.5 RISQUE DU CONCEDANT

La concession est au risque du concédant

II.

BILAN D'ACTIVITE

2017

II.1 ETAT DE LA COMMERCIALISATION

Pour rappel, le PLU autorise la construction de :

- 250.000 m² de surfaces de plancher sur la partie « activité »
- et 40.000 m² de Sdp sur la partie habitat.

A la fin de sa concession, la SAEM de Parc Scientifique Européen de la Haute Borne avait réalisé :

- 190.911 m² de SdP sur la partie « activité »
- 40.065 m² de SdP dont 269 m² en dehors de la ZAC sur la partie habitat

⇒ Il reste donc 59.089 m² à réaliser.

II.1.1 : ACHAT DU FONCIER

La Métropole Européenne de Lille a transféré à la SPL Euralille par acte notarié signé les 10 et 11 juillet 2017, les parcelles acquises par actes notariés datés du 13 décembre 2016, complétés par un acte rectificatif daté du 10 janvier 2017 au prix total de 1 337 503,57 €uros (hors frais annexes) décomposé comme suit :

- Un ensemble de 534.617 m² pour un montant de 1 181 503,57 € décomposé comme suit :
 - o terrains afférents au Grand Carré (145.240 m²),
 - o terrains agricoles (385.868 m²),
 - o parking (3.106 m²),
 - o terrain formant le lot 10 A' (403 m²),
- pour le terrain formant le lot 4E pour un montant de 156 000 €

Cette cession a été réalisée sous le régime de la transmission universelle de biens conformément à l'article 257 bis du CGI.

En outre la SPL :

- a acquis à l'euro symbolique les parcelles ZK 294 et ZK 299 d'une contenance globale de 3 149 m² à la SAEM Haute Borne par acte notarié en date du 23 & 25 octobre 2017
- devra acquérir les parcelles PA187, 190 et 191 d'une contenance de 157 m²

II.1.2 : LA HAUTE BORNE AU 31 MARS 2018

II.1.2.1 : L'AGREMENT – LES ENTREPRISES

Le comité d'agrément a été consulté à 14 reprises entre le 1 janvier 2017 et le 31 mars 2018 : 12 structures ont obtenu un avis favorable et 2 un avis défavorable (cf. annexe 2).

13 entreprises se sont installées ou sont en cours d'installations, à l'issue du comité d'agrément, et les travaux pour le bâtiment des laboratoires Boiron ont démarré sur le Grand Carré.

Le parc comptait au 31 mars 2018, 212 entreprises et 8610 salariés.

39 structures, soit 805 salariés, ont rejoint le Parc en 2017 et au 1^{er} trimestre 2018 :

Adeo // Afpro Filters // Agence Houyez // Anim'optimum // Auchan Retail DSI // Ciel et terre international // Cristal ID // Econocom France, Econocom OSIATIS France et Econocom SERVICES // Elan // Me Samira Ouannou // Exelcar // FDJ Réseau // Go Touch VR // GSE // Mycellium - 123 Roulements // No Problemo // Ontex Healthcare // OTV // Servyr.

5 nouvelles start-up à la Ruche d'entreprises de Villeneuve d'Ascq qui a été reprise en gestion par la Métropole Européenne de Lille :

CDI Technologies // Coorganix // H. Cumzain // Medical Devices Europe // Skeeme

Et 6 nouveaux porteurs de projets ont intégré l'incubateur Cré'innov de l'Université de Lille :

Biometism // Erode // Lituus // Smart Alert // Thermokrasia // Xembee

14 structures (entreprises ou incubés) ont quitté la Haute Borne ou ont cessé leur activité :

Lexsi // Aventa // Cozy(air // Projet LHX // Timberprotech // Inodesign // My Pop Corner // Goodways Factory // Gilbert Consultants // Claramedia // Niiji // Octopus Lab // Pictter // 123 roulement (Mycellium)

II.1.2.2 : DISPONIBILITES SUR LE PARC AU 31 MARS 2018

Au 31-03-2018, le parc comptait 5.753 m² de disponible sur les 190.000 m² développés ou en cours de développement, à savoir :

- sur Europarc 124 m²
- sur Synergie Park 1 750 m²
- sur Parc Horizon 700 m²
- sur Park Plaza 2 850 et 372 m²
- sur Ere Park 1.222 m²
- sur Les Gradins 1.685 m²

➔ Soit environ 3% de vacances.

II.1.3 : LES PROGRAMMES EN COURS DE DEVELOPPEMENT

La SPL a lancé le 7 avril un appel à manifestation d'intérêt auprès des promoteurs avec une remise des offres au 9 mai 2017,

- 27 opérateurs ont été consultés
- et l'annonce a été relayée par l'OBM et la FPI.
➔ 9 candidats ont remis une proposition

Un Cotech le 13 juin 2017, suivi d'un COPIL le 27 juin 2017, ont permis de valider le choix des 2 candidats retenus à savoir :

- Aventim / Woodtime..... 13.300 m²
- Tereneo..... 15.000 m²

Les projets ont fait l'objet de réunion de travail et ont permis d'aboutir à ces programmes





II.1.3.1 : LABORATOIRES BOIRON (LOT GC 01)

Les laboratoires Boiron vont acquérir une surface de plancher de 3.000 m².

- Le permis de construire a été obtenu le 24 novembre 2017
- La PSVA a été signé le 22 décembre 2017
- L'acte sera signé courant mars 2018.

Le prix de vente est de 645.000 €H.T. soit 215 €HT/m²



Illustrations : Agence Patriarche



II.1.3.2 : AVENTIM WOODTIME (LOT GC 02)

Le prix de vente accordé à ce promoteur a été fixé comme suit :

- La surface de plancher destinée aux services (restaurant, crèche et autres à définir) développée sur 1.550 m² va être cédée à 56,50 € HT/m², afin de permettre une meilleure adéquation avec la tarification des loyers et ainsi favoriser l'implantation d'activités de services.
- Afin de permettre le développement de l'entreprise MC2 Technologies sur le site, et d'obtenir un bâtiment avec une architecture qualitative, la SPL Euralille a accordé un prix de 140 € HT /m² pour développer 2.500 m² correspondant au besoin à aujourd'hui de cette structure.
- Le solde de surface de plancher sur ce lot, soit 9.250 m², a, quant à lui, été cédé au prix de 250 € HT / m²

Le prix moyen de vente de ce lot (GC 02) est donc de 206,89 € HT /m², ce qui maintient à l'équilibre le résultat de la concession.

Pour ce foncier une Promesse Synallagmatique a été signée entre la SPL Euralille et la société Aventim, le 24 janvier 2018.

Un permis de construire devrait être déposé début mai 2018.



II.1.3.3 : TERENEO (LOT GC 03)

Dans un premier temps, Tereneo avait répondu pour le développement d'un programme de 15.000 m².

Un client ayant obtenu l'agrément sur un bâtiment de 5.500 m² sur le Parc a souhaité que le promoteur lui développe à la location un programme de 15.000 m².

Tereneo ayant obtenu des accords avec un preneur sur le grand carré en complément du programme de 15.000 m² initial, la SPL a attribué une surface complémentaire portant à 25.000 m² la surface de plancher.

Le prix de vente est aujourd'hui développé pour cette opération :

- 15.000 m² à 250 € H.T./m²
- 9.960 m² à un prix restant à définir.

2 permis de construire ont été déposés :

- 1 permis de construire pour 15.000 m² en 5 immeubles et un parking silo pour un preneur unique a été déposé en mairie le 6 décembre 2017.
- 1 permis de construire pour 9.660 m² en 10 immeubles pour des preneurs multiples a été déposé en mairie le 24 janvier 2018. A ce jour, un client souhaite acquérir 2 immeubles de 800 m² chacun.

Le projet ne fait pas l'objet d'étude d'impact par décision du préfet de la région des Hauts de France en date du 28 mars 2018.

L'acte de vente pour les 15.000 m² et la signature de la PSVA pour les 9.960 m² interviendront début mai 2018.



Illustrations : JVC Architecture

II.2.3.4 – TERENEO / LES TERRASSES - MOBIHUB

La SPL a vendu 381,20 m² de surface de plancher complémentaires à Tereneo sur la construction de l'immeuble Les Terrasses (ex Mobihub) avenue Halley pour un montant de 77.233,50 € HT portant ainsi la surface de plancher à 5.881.20 m².

Le bâtiment est aujourd'hui loué par la DSI d'Auchan Retail.



II.2 L'ESPACE PUBLIC

Sur l'année 2017, la SPL a lancé ses consultations afin de se doter de ces équipes et ainsi travailler au mieux à l'aménagement de la ZAC

II.2.1 : GEOMETRE

Ma GéO a été retenu sur un accord cadre à bons de commande de prestations intellectuelles le 8 mars 2017.

La durée du marché est de 48 mois pour un montant maximum de 70.000 € HT

II.2.2 : MAITRISE D'ŒUVRE URBAINE

Une consultation décomposée en 3 lots a été lancée le 6 avril 2017.

LOT 1 : Mission de conception urbaine architecturale et mission de maîtrise d'œuvre des espaces publics

- **VOLET A** : Mission d'études préliminaires de conception urbaine
 - o Diagnostic de l'existant + scénarii d'aménagement
 - o Conception spatiale du projet (plan masse d'insertion, espaces publics, trame viaire, traitement paysager, ...)
 - o Approche économique du projet - estimation
- **VOLET B** : mission de maîtrise d'œuvre des espaces publics au sens du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 : EP, AVP, PRO ACT, EXE/VISA, DET, AOR, OPC éventuellement.
- **VOLET C** : Suivi de la mise en œuvre du projet urbain et Accompagnement de l'élaboration des programmes immobiliers

LOT 2 : Mission Développement Durable

- **VOLET D** : Analyse/ Propositions - Mission menée en étroite collaboration avec les études du lot 1 au stade étude de faisabilité (volet A) et ESQ/AVP (volet B)
- **VOLET E** :
 - o Cahier des Charges de prescriptions environnementales
 - o Suivi du respect des obligations et/ou engagements environnementales

LOT 3 : Mobilité

- **VOLET F** : Diagnostic / Actions-Expérimentations / Bilan
 - o Volet F1 : Diagnostic sur le périmètre de la ZAC et au-delà (cf. plan N°)
 - o Volet F2 : Actions / Expérimentations / Bilan
- **Volet G** : Cahier des charges mobilités spécifiant les solutions à mettre en place lors de l'implantation d'une entreprise et les aides pour y parvenir.

La durée de la convention d'accord cadre est fixée à 8 ans avec un montant maximum par lot fixé à 750.000 € HT.

La CAO du 26 octobre 2017 a retenu les équipes suivantes :

→ Pour le LOT 1 : Mission de conception urbaine architecturale et mission de maîtrise d'œuvre des espaces publics, le groupement retenu est :



→ Pour le LOT 3 : Mobilité, le groupement retenu est :



→ Pour le LOT 2 : Mission Développement Durable, la structure retenue est :





II.3 ACTIONS DE PROMOTION ET DE PROSPECTION

II.3.1 : LES VOEUX

La SPL Euralille a souhaité faire perdurer la traditionnelle invitation à la cérémonie des vœux aux entreprises du Parc Scientifique Européen de la Haute Borne.

Cette manifestation a permis de réunir outre les entreprises proprement dites, les acteurs de l'immobilier, les institutionnels communautaires et des villes de Villeneuve d'Ascq et Sainghin en Mélançois, ainsi que les différents partenaires de la SPL Euralille et du Projet Haute Borne.

En janvier 2017, la cérémonie s'est tenue dans le bâtiment Les Gradins, dernier bâtiment livré sur la phase 1.

Plus de 200 personnes avaient répondu positivement à l'invitation.



II.3.2 : LES SALONS

Comme chaque année, la SPL Euralille s'est associée aux côtés de la MEL à différentes rencontres professionnelles :

MIPIM, 14 > 17 mars 2017 au Palais des festivals de Cannes

Le MIPIM est le rendez-vous annuel incontournable des professionnels de l'immobilier.



PROJECT CITY, 17 > 18 octobre 2017 à Lille Grand Palais

L'équipe projet du Parc Scientifique Européen de la Haute Borne de la SPL Euralille était présente au salon Project City, lieu d'échanges et de prospectives, sur le thème : "Enjeux et besoins de la ville de demain".



SIMI, 6 > 8 décembre 2017, Palais des Congrès de la porte Maillot à Paris

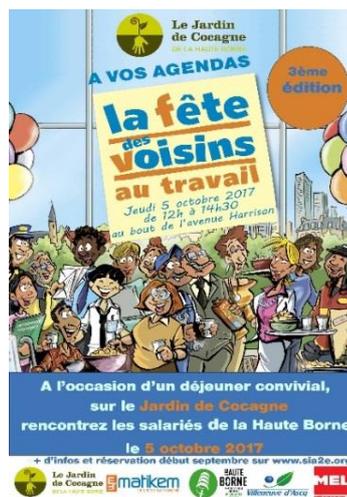
Le SIMI rassemble pendant trois jours professionnels, sociétés et collectivités représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière, et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise.

II.3.3 : AUTRES EVENEMENTS

05-04-2017 :
Inauguration de 1.600 m² de nouvelles serres au
Jardin de Cocagne



05-10-2017 :
Fête des voisins au travail



15-06-2017
Inauguration du Centre de formation INNOVAL de
LEGRAND



II.4 ELEMENTS FINANCIERS

II.4.1. : AVANCE DE TRESORERIE

Par délibération n° 16 C 0892 du 02-12-2016, le Conseil métropolitain a autorisé la signature d'un contrat d'avance de trésorerie de 1 780 000 €uros à l'opération Haute Borne, à rembourser, par fractions, et en totalité par la SPL Euralille pour le 31-12-2022.

La demande d'avance a été effectuée courant mai 2017. La MEL a versé l'avance en date du 3 juillet 2017 permettant ainsi l'acquisition des fonciers.

II.4.2 : RECETTES 2017

Le bilan de la concession prévoyait en 2017 la cession de 2.500 m² de surface de plancher.

La SPL Euralille a cédé à Tereneo 381,20 m² de surface de plancher complémentaire sur le lot 10 C (Immeuble les Terrasses – ex-Mobihub).

Les 2.500 m² correspondait à la vente aux Laboratoires Boiron. Cette cession a, pour des questions de calendrier de consultation et de mise au point, été décalée en mars 2018.

II.4.3 : DEPENSES 2017

Pour 2017, les dépenses s'élèvent à :..... 1.654.619 €
Le bilan initial prévoyait des dépenses s'élevant à :.....2 276 845 €
Soit un écart de :..... 622 226€

Globalement peu (ou pas) de dépenses sur les postes Etudes, Travaux de viabilisation, Gestion de site, Honoraires.

Les équipes de MOE ont été retenues fin 2017 et le chantier des Laboratoires Boiron n'a démarré qu'en mars 2018.

Les montants de chaque poste bilan font l'objet d'un report sur les années à venir.

montants en K€	CRACC INITIAL	Prévu bilan initial /2017	Réalisation 2017	Variation en € entre le réaliser 2017 et le bilan initial 2017
Etudes Générales	450	235	0	235
Acquisitions	1 434	1 355	1 350	5
Acquisition GC	328	328	329	-1
Acquisition TA	853	853	853	0
Lot 4 ^e	156	156	156	0
notaire	6	6	9	0
Géomètre	58	12	4	-3
Fouilles archéologiques		-		-
Frais de libération des sols	33	-		-
Travaux de viabilisation	4 474	318	17	-301
Gestion de site	568	48	28	-20
Honoraires sur travaux	514	37	-	-37
Rémunération forfaitaire	1 810	230	230	-
Rémunération de clôture	50	-		-
Frais divers	456	55	30	-25
Taxes foncières	300	-		-
Aléas	279			-
TOTAL	10 365	2 277	1 655	-623

II.4.3.1 : ETUDES

Les équipes de maîtrise d'œuvre ont été retenues par la CAO du 24 novembre 2017.

Les équipes ont démarré les études en début d'année 2018.

Le montant de 235 k€ fait l'objet d'un report sur les 3 années.

II.4.3.2 : MAITRISE FONCIERE

- Vente des terrains de la MEL à la SPL
- Vente des terrains de la SAEM à la SPL

II.4.3.3 : GEOMETRE

Pour plus de lisibilité nous proposons de sortir le poste géomètre de la maîtrise foncière.

Les engagements opérés sur 2017 s'élèvent à 13.339 € mais seuls 3 796€ ont été facturés et réglés. La dépense initialement prévue fait l'objet d'un report sur les années à venir.

II.4.3.4 : FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

Sans Objet

II.4.3.5 : FRAIS DE LIBERATION DE SOLS

Sans Objet

II.4.3.6 : TRAVAUX DE VIABILISATION

Une faible dépense sur 2017.

La dépense initialement prévue fait l'objet d'un report sur les années à venir.

II.4.3.7 : GESTION DE SITE

Une faible dépense sur 2017.

La dépense initialement prévue fait l'objet d'un report sur les années à venir.

II.4.3.8 : HONORAIRES SUR TRAVAUX

Au même titre que pour le poste « études » ci-dessus, les équipes n'ayant été retenues qu'en fin d'année 2017, le montant fait l'objet d'un report sur les années à venir.

II.4.3.9 : REMUNERATION

- Rémunération Forfaitaire : 230 k€ / an, selon les dispositions contractuelles
- Rémunération de clôture : Sans Objet

II.4.3.10 : FRAIS DIVERS

Le poste frais divers comprend la communication.

	Bilan Actuel	Prévu 2017	Dépenses 2017
Frais divers actuel	456	55	30

II.4.3.11 : TAXES FONCIERES

Sans Objet

II.4.3.12 : ALEAS

Sans Objet

II.4.4 : PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LES ELEMENTS FINANCIERS 20147

L'année 2017 a été plutôt une phase de consultation et d'études. De ce fait, les dépenses sont en dessous des prévisions.

III.

PREVISIONNEL

2018

III.1 LES RECETTES

Du fait de la bonne commercialisation, le montant prévisionnel des produits passe de 10 365 k€ HT à 12.532 k€ HT.

Montants en k€	Prévu Bilan initial	2018	Nouveau bilan
Cessions	10.341	4.403	12.508
Produits financiers	0	0	0
Produits divers	24	4	24
TOTAL RECETTES	10.365	4.407	12.532

III.1.1 : CHARGES FONCIERES

Les ventes prévues pour 2018 sont :

- Laboratoires Boiron en juin pour un montant de645 k€
- Tereneo: Le programme de 15.000 m² pour un montant de..... 3 750 k€
- Vente de SdP complémentaire à Sogectim 8 k€

III.1.2 : PARTICIPATIONS

Sans Objet

III.2 LES DEPENSES

III.2.1 : ETUDES GENERALES

Nous avons missionné les équipes retenues afin de travailler sur les suites pouvant être données à la Haute Borne dans son périmètre actuel mais avec un regard sur ce qui se passe autour.

Le planning de travail à ce jour est :

- Etablissement d'un « livre blanc » permettant un travail collaboratif avec les techniciens, universitaires, entreprises, et élus sur le 1^{er} semestre 2018.
- Etablissement d'un plan guide et ainsi déterminer les positions à engager pour la fin du 2^{ème} semestre 2018.

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
450 k€	427 k€	597 k€

III.2.2 : MAITRISE FONCIERE

Le rachat d'une parcelle de 157 m² restant à la SAEM Haute Borne devrait intervenir courant avril 2018.

Une dépense d'environ k€ devrait intervenir et sera reprise dans le poste aléas.

III.2.3 : GEOMETRE

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
58 k€	13 k€	58 k€

III.2.4 : FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

Des fouilles archéologiques pourraient être à prévoir dans le cas des raccordements sur l'avenue de l'Harmonie et route de Sainghin.

Une demande d'établissement est en cours auprès de l'INRAP.

III.2.5 : FRAIS DE LIBERATION DE SOLS

Sans Objet

III.2.6 : TRAVAUX DE VIABILISATION

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
4 474 k€	1 675 k€	5 514 k€

L'AVP est en cours d'instruction par les services de la MEL.

Outre la création de l'avenue de l'Horizon des raccordements ont été prévus sur la route de Sainghin et l'avenue de l'Harmonie.

Pour l'année 2018, la SPL doit tenir l'engagement pris auprès de ses clients de la réalisation de la prolongation de l'avenue de l'Horizon pour la fin de l'année 2018.

Le montant de réalisation de cette voie est de 1.600 k€



La hausse du bilan s'explique par le fait que' les raccords sur la route de Sainghin et sur l'avenue de l'Harmonie n'étaient pas prévu initialement.

Le coût des raccords sont les suivants :

- Raccordement sur la route de Sainghin (hors carrefour/giratoire à créer) 1.135 k€
- Raccordement sur l'avenue de l'Harmonie : 1.750 k€

En outre, afin de permettre le désengorgement du giratoire des Hautes Technologies nous avons proposé à la MEL la création d'un accès via l'avenue Harrison.



Le coût prévisionnel est de 100 k €



III.2.7 : GESTION DE SITE

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
568 k€	85 k€	1.233 k€

Dans le cadre de la démarche initiée sur le périmètre élargi de la ZAC, il nous apparaît nécessaire qu'un budget soit alloué aux actions de mobilité. Le montant estimé est de l'ordre de 700 k€.

Ce budget pourrait permettre de mettre en place des actions le temps de voir si elles fonctionnent et la façon dont cela pourrait être financé dans un second temps.

III.2.9 : HONORAIRES SUR TRAVAUX

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
514 k€	245 k€	621 k€

La hausse des honoraires est due à la hausse des travaux de viabilisation et intègre donc la MOE sur la réalisation du raccordement de la route de Sainghin et sur l'avenue de l'Harmonie.

III.2.10 : REMUNERATION

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
1.840 k€	230 k€	1.840 k€
50 k€	0 €	50 k€

La rémunération est forfaitaire, non Actualisable.

- Rémunération Forfaitaire : Conforme
- Rémunération de clôture : Sans Objet
-

III.2.11 : FRAIS DIVERS

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
456 k€	64 k€	456 k€

Dans le plan de communication de la SPL Euralille, pour l'année 2018, deux temps forts spécifiques à la Haute Borne : les vœux en janvier et un événement « première pierre » sur le Grand Carré.

2018 Projets Urbains – SPL Euralille



18 JANVIER - Olivarius

Vœux de la Haute Borne et annonce du lancement des chantiers sur le Grand Carré.



- 📍 Annonce des 3 projets qui vont commencer sur le Grand Carré, Boiron, Aventim-Woodtime, Tereneo
- 📍 Annonce de la maîtrise d'œuvre urbaine retenue pour poursuivre le développement de la Haute Borne
- 📍 Annonce de l'étude mobilité qui va être menée sur le secteur

Mi-Mai – Lieu à définir

📍 Afterwork mobilité #1



JUN

Manifestation de lancement des chantiers Boiron, Aventim-Woodtime, Tereneo.



- 📍 Le geste inaugural pourrait être la plantation d'arbres selon le nombre d'entreprises connues s'installant sur le Grand Carré

SEPTEMBRE / OCTOBRE

Restitution de l'enquête mobilité



III.2.11.1 : LES VŒUX

Le 18 janvier 2018, la **cérémonie des vœux aux entreprises du Parc Scientifique Européen de la Haute Borne** a eue lieu dans le hall de l'Olivarius Apart'Hôtel



Plus de 200 invités avaient répondu présents.

La manifestation était présidée par Damien CASTELAIN, Président de la M.E.L.



III.2.11.2: LES SALONS

L'équipe projet a participé aux côtés de la M.E.L au **MIPIM, 13 > 16 mars 2018** au Palais des festivals de Cannes.



Elle devrait aussi participer au SIMI, à Paris, début décembre 2018.

III.2.13 : TAXES FONCIERES

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
300 k€	70 k€	300 k€

II.2.14 : ALEAS

Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
279 k€	36 k€	279 k€

III.3 CONCLUSIONS SUR LE PREVISIONNEL 2018

Le prévisionnel 2018 a subi des variations temps en recettes qu'en dépenses.

Les résultats étant aujourd'hui favorable il est proposé de procéder au remboursement total de l'avance de trésorerie sur l'année 2018, soit 1.780.000 €.

	Bilan Initial	2018	Nouveau bilan
Recettes	10.365 k€	4.407 k€	12.532 k€
Dépenses	10.365 k€	2.852 k€	12.328 k€
TOTAL Recettes - dépenses	0	1.555 k€	204 k€

CONCESSION ZAC HAUTE BORNE

CRAC au 31/12/2017 - PLAN DE TRESORERIE

EN K€ H.T., arrêté au 31/12/2017

Intitulé	bilan Initial
RECETTES	10 365
CESSIONS DE CHARGES FONCIERES	10 341
TERRAINS ET DROITS	10 185
BAC LOT 4E	156
PRODUITS FINANCIERS	
PRODUITS DIVERS	24
REFACTURATION	
DEPENSES	10 365
ETUDES	450
ACQUISITIONS	1 434
ACQUISITION GRAND CARRE (148346 M²)	328
ACQUISITION TERRES AGRICOLES (385 868 M²)	853
ACQUISITION LOT 4E	156
FRAIS DE NOTAIRES	6
FRAIS DE GEOMETRE	58
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	
LIBERATION DES SOLS	33
TRAVAUX DE VIABILISATION	4 474
GESTION DE SITES	568
HONORAIRES SUR TRAVAUX	514
REM FORFAITAIRE	1 840
REM DE CLOTURE	50
TAXES FONCIERES	300
FRAIS DIVERS	456
ALEAS	279
FRAIS FINANCIERS	
SOLDE RECETTES - DEPENSES	
AVANCES DE TRESORERIE	
ACOMPTES SUR COMPROMIS	
FLUX DE TVA	
TRESORERIE PERIODE	
TRESORERIE CUMUL	

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
77	4407	2756	2794	604	554	604	736	
77	4403	2752	2790	600	550	600	736	
77	4403	2752	2790	600	550	600	580	
							156	
	4	4	4	4	4	4		
1655	2852	1701	2529	649	615	1257	941	129
0	427	170						
1350	20	16	13	13	12	10	4	0
329								
853								
156								
9								
4	13	9	7	8	7	7	4	
	7	7	6	5	5	3		
17	1675	300	1915	150	135	772	550	
28	85	780	80	80	70	70	20	20
	245	46	148	38	42	66	37	
230	230	230	230	230	230	230	230	
								50
	70	60	50	40	30	25	25	
30	64	63	57	62	60	50	41	29
	36	36	36	36	36	35	34	30
-1577	1555	1054	265	-45	-61	-653	-205	-129
1780		-1780						
65	169	-169	-65					
5	-5							
272	1719	-895	201	-45	-61	-653	-205	-129
272	1991	1097	1297	1252	1192	539	333	204

Nouveau Bilan	Ecart
12 532	2 167
12 508	2 167
12 352	2 167
156	
0	
24	0
0	
12 328	1 962
597	147
1 437	4
329	1
853	0
156	0
9	3
58	0
33	0
5 514	1 040
1 233	665
621	107
1 840	0
50	0
300	
456	
279	
204	204
0	
0	0
-681	
183	
204	

CONCLUSION GENERALE

L'année 2017 a été une année de consultation tant pour le choix de promoteurs que pour les équipes amenées à travailler sur le Parc.

Les commercialisations sur le Grand Carré sont très avancées :

- Lot GC 01 : 3.000 m² pour les Laboratoires Boiron dont 2.440 m² en cours de construction
- Lot GC 03-1 : 15.000 m² signés le 4 mai 2018 avec Tereneo pour une livraison prévue fin 2018
- Lot GC 03-2 : 9.965 m² avec Tereneo en cours de commercialisation, sous PSVA
- Lot GC 02 : 13.300 m² sous PSVA dont 2.500 m² réservés à un client preneur et 1.500 m² de services

Les actes signés sont au-dessus des valeurs bilans et permettent une amélioration prévisionnelle à 204 k€.

Les études générales se poursuivent.

- L'AVP qui permet la viabilisation du Grand Carré dans le cadre de l'accueil des programmes commercialisés.
- Un plan guide élargi qui réinterroge les potentiels, les valeurs d'usage et les potentiels économiques du site de la Haute Borne. Ces interrogations paraissent nécessaires au moment où la « filiarisation » matériaux connaît des difficultés.
- Un regard est à porter vers la cité Scientifique.
- La mobilité fait partie des éléments qualitatifs essentiels qui doivent s'améliorer sur le site de la Haute Borne et ainsi être prise en compte pour conforter son attractivité .

L'engouement pour la Haute Borne est toujours aussi important. Le Parc Scientifique capitalise sur son « image de marque » et figure toujours parmi les sites plébiscités par les entreprises tertiaires supérieures ayant un projet d'implantation, notamment pour son aspect environnemental.

* * * * *

DECISIONS A PRENDRE

L'ensemble des prévisions et commentaires conduit à demander au Conseil Métropolitain

- de donner son accord sur le présent compte-rendu annuel d'activité pour l'exercice 2017
- d'approuver le bilan prévisionnel et le remboursement de l'ensemble de l'avance de trésorerie soit 1.780.000 €

—

ANNEXES

	SOCIETES	Date consult.	Lille 1	CNRS	Matikem	CCI	Lille's Agency	Date consult.	MEL	Villeneuve d'Ascq	Sainghin en-Mél.	SPL Euralille	DECISION FINALE	Implant.
1	ECONOCOM	03/03/2017	réponse			réponse		13/03/2017	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
2	BOIRON	24/03/2017	réponse		réponse	réponse		03/04/2017	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
3	LAELAPS	04/04/2017			mitigé	réponse		20/04/2017	réservé	favorable ss enthous	défavorable	favorable	défavorable	oui
4	CRISTAL ID	07/04/2017	réponse			réponse		03/05/2017	réservé	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
5	CEF	21/04/2017	réponse			réponse		03/05/2017	réservé	favorable	favorable	favorable	favorable	Non
6	AFPRO FILTERS	21/04/2017	réponse			réponse	non consulté	03/05/2017	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
7	MYCELIUM (MIT - 123 roulement)	10/05/2017			réponse	réponse	réponse	15/05/2017	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
8	Française des Jeux	27/06/2017	réponse réservée			réponse			<i>pas consultés de façon formelle</i>			défavorable	oui	
9	DSI Auchan Retail	26/07/2017						26/07/2017	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
10	ONTEX Healthcare	07/09/2017	réponse			réponse		14/09/2017	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
11	Maître Ouannou	14/11/2017	réservé			réponse		27/11/2017	réservé	favorable	défavorable	favorable	favorable	oui
12	SERVYR	17/01/2018	réservé			réponse.	réponse.	29/01/2018	réservé	favorable	défavorable	favorable	favorable	oui
13	ADEO							25/01/2018	favorable	favorable	favorable	favorable	favorable	oui
14	DFM	01/02/2018				réponse		15/02/2018	réservé	favorable	favorable	favorable	favorable	oui

PANORAMA PRESSE

2017-AVRIL 2018

ANNEXE 2 – REVUE DE PRESSE DE LA HAUTE BORNE ET DE SON PERIMETRE ELARGI

- 06-01-2017 – Le futur siège de Mobivia sort de terre à la Haute Borne
- 06-01-2017 – La ruche Securitas Direct fait bourdonner de plaisir les managers et les équipes
- 07-01-2017 – CES, Go Touch VR la réalité virtuelle cherche encore sa voie vers le marché de masse
- 24-01-2017 – La table de Cocagne sert 90 repas par jour aux salariés de l'INRIA
- 25-01-2017 – Haute Borne, la phase 2 du développement se fera dans la continuité
- 01-02-2017 – La Compagnie des vétérinaires va investir 26 M d'€ dans son développement
- 02-02-2017 – Go Touch VR nous fait toucher du doigt la réalité virtuelle
- 10-02-2017 – Bureaux, un millésime 2016 d'anthologie
- 10-02-2017 – Guerre des supermarchés, l'arrivée de Match à la Haute Borne retoquée
- 04-03-2017 – La région leader des produits et des matériaux biosourcés
- 10-03-2017 – Nos compagnons à 4 pattes ont aussi droit à des obsèques « humaines »
- 06-04-2017 – Sport extrême, un pompier villeneuvois relève le défi avec sa compagne
- 08-04-2017 – Le Jardin de Cocagne récolte enfin le fruit de 7 ans d'efforts
- 04-05-2017 – Campus sans voiture
- 10-05-2017 – Inquiètes pour leur avenir, les ruches d'entreprises ont le bourdon
- 11-05-2017 – Drumistic, cette entreprise connaît la musique
- 11-05-2017 – Sylphéo ne manque pas de souffle
- 26-05-2017 – AxBx, nous venons d'échapper à une véritable catastrophe
- 02-06-2017 – L'Ifmas met plus de vert dans la vie et dans les nouveaux produits
- 15-06-2017 – Legrand se branche sur Villeneuve d'Ascq
- 28-06-2017 – 300 postes à pourvoir, dont 1/3 chez Armatiss LC à la Haute Borne ... mais peu de candidats
- 14-07-2017 – Babycity, la crèche bilingue de la Haute Borne, a enfin atteint ses objectifs
- 15-07-2017 – Toujours l'inquiétude dans les ruches d'entreprises du Nord
- 29-07-2017 – Inodesign a plus d'un tour de cartes électroniques dans sa manche
- 29-08-2017 – Villeneuve d'Ascq parmi les « villes les plus dynamiques » de France
- 31-08-2017 – L'apprentissage catholique fusionne et s'installe à la Haute Borne
- 05-09-2017 – Nouvelle intrusion des gens du voyage : le maire ulcéré
- 11-09-2017 – l'acte de naissance de l'Université de Lille bientôt publié
- 15-09-2017 – Créer son entreprise vaut bien une récompense, réseau Entreprendre Nord récompense ConsultVox
- 21-09-2017 – Bonne qualité de l'air dans la région et si seulement c'était possible ? La réponse avec Cozy Air.
- 17-10-2017 – Lille, la ville de France la plus favorable pour les jobs et les logements
- 17-10-2017 – Immobilier de bureaux, la place lilloise bat tous les records
- 17-10-2017 – Moulins d'Ascq veut faire mousser les initiatives bio et régionales
- 29-11-2017 – Des dizaines de postes à pourvoir dans l'informatique dont 150 chez Econocom
- 16-12-2017 – Jean-Christophe Camart, 1^{er} Président de l'Université de Lille
- 18-01 et 20-01/2018 – Les laboratoires Boiron regroupent leurs sites à la Haute-Borne
- 22-01-2018 - Villeneuve d'Ascq. Nouvelles entreprises sur le parc de la Haute Borne
- Février 2018 – Métropole de Lille – La Haute Borne remplit son Grand Carré
- 5-02-2018 – des petits radis qui poussent bien
- Mars 2018 – Les laboratoires Boiron au Grand carré
- 5-03-2018 - Une appli «Villeneuve-d'Ascq» pour rester connecté à la ville
- 10-03-2018 : Après Ascq et Annappes, l'ancien gendarme écrit l'histoire de Flers
- 19-03-2018 - Ce bunker dont dépend la sécurité de dizaines de milliers de foyers
- 27-03-2018 – L'institut régional des matériaux agrosourcés en liquidation judiciaire
- 27-03-2018 – Céline invente la lunch box consignée
- Avril 2018 – Haute Borne XXL

Le futur siège de Mobivia (Norauto, Midas...) sort de terre à la Haute Borne

Au carrefour très fréquenté de la rue Paul-Doumer et de la route de Sainghin, sa silhouette ne passe pas inaperçue. À partir de cet été, ce « lieu collaboratif » verra travailler ensemble des salariés des différentes sociétés du groupe.



Le nouveau bâtiment de 6 000 m² est construit par la société Tereneo, basée à la Haute-Borne.

PAR VIRGINIE BOULET
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. Il pousse, il pousse, le futur siège du leader européen de l'entretien et de la réparation rapide des véhicules. Il est construit par Tereneo, société de construction durable, dont le siège est à deux pas, également à La Haute Borne. Tereneo est spécialisée dans l'édification d'immeubles de bureaux, répondant aux dernières normes environnementales en vigueur. Inertie thermique, apport d'éclairage naturel... L'entreprise va au bout de sa logique : elle se fait fort de répondre à des appels d'offres pour des bâtiments qui seront bien desservis par les transports collectifs. C'est le cas du siège de Mobivia, ne serait-ce que par la proximité immédiate de la station 4 Cantons. Ce positionnement, près également de la voie rapide urbaine et des autoroutes, est aussi ce qui a

séduit le groupe Norauto. Car ce nouveau bâtiment de deux étages, et de près de 6 000 m², sera un lieu de rassemblement, de « vie et de travail » pour les différentes « têtes d'activités ». En clair, ces sociétés garderont leur siège, aux quatre coins de la métropole lilloise : au CRT 4 (mais sur la commune de Sainghin-en-Mélantois) pour Norauto ; à Wasquehal pour Midas ; ou encore à

« Les sociétés du groupe gardent leur siège, mais leurs cadres viendront travailler ensemble à la Haute Borne. »

Marquette pour Via-ID, société créée par le groupe il y a dix ans pour soutenir ou créer elle-même des start-up expertes en scooters, vélos ou trottinettes électriques, et travailler sur les nouveaux usages partagés de la voiture.

Les sièges resteront dans ces villes, mais leurs cadres pourront se croiser ou se rencontrer à la Haute Borne, pour avancer ensemble. Dans le jargon du management, on appelle cela un « lieu collaboratif ».

22 000 SALARIÉS AU TOTAL

Par ailleurs, dans ce vaste espace baigné de lumière, il y a de fortes chances pour qu'on entende aussi parler allemand. En effet, juste avant Noël, Mobivia a acté ce qu'il avait annoncé cet automne : le rachat du numéro un allemand des centres automobiles, A.T.U. (Auto-Teile-Unger). Un milliard d'euros de chiffre d'affaires supplémentaires rentre ainsi dans l'escarcelle du groupe nordiste, élément de la galaxie Mulliez. Avec cette acquisition, Mobivia peut ainsi espérer approcher les 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Aujourd'hui, Mobivia rassemble 19 enseignes et est présent dans autant de pays en Europe. Il compte environ 22 000 salariés. ■

La ruche **SECURITAS DIRECT** fait bourdonner de plaisir les managers et les équipes

VILLENEUVE-D'ASCQ. Le centre d'appel Verisure par Securitas Direct, à Villeneuve-d'Ascq, a mis en place un programme de management des équipes inspiré de la vie des abeilles. Cohésion au cœur de la colonie et solidarité sont au programme. « *Les abeilles sont toutes interdépendantes les unes des autres, chaque individu fait partie de la colonie et la colonie vit grâce à la performance de chaque individu.* » Cela ne vous rappelle pas la vie en entreprise ? Adapter le mode de fonctionnement de la vie des abeilles à l'animation d'une équipe de travail est le projet de management original mis en place depuis septembre au sein du service marketing téléphonique de Securitas Direct.

MANAGEMENT PARTICIPATIF

L'idée est née lorsque trois ruches ont été installées sur la pelouse du site par l'entreprise Beecity. Son patron, Alexandre Coté, a convaincu l'équipe managériale des bienfaits de l'organisation d'une ruche.

« *La performance collective est l'addition d'une multitude de performances individuelles* », explique Pascal Guymard, responsable du projet. « *Dans une ruche, une nouvelle abeille est toujours accompagnée par ses sœurs* », souligne Brigitte Menguy, responsable de la stratégie managériale. Les nouveaux collaborateurs de son service sont tous accompagnés par un tuteur plus ancien.

« *Une abeille qui va butiner un champ indique l'emplacement à ses congénères.* » Chez Secu-

ritas Direct, les « bonnes pratiques » des usages sont toujours partagées avec les autres.

La performance passe aussi par le management participatif, la motivation, l'anticipation des actions, une communication sans faille. Bref, tous les aspects positifs de l'organisation d'une ruche ont été gardés, en ou-

bliant les aspects négatifs (à savoir l'ultra-hiérarchisation, le déterminisme social absolu, l'impossibilité de la créativité individuelle).

« *Avec cette nouvelle organisation, l'efficacité commerciale du service a progressé de 10 %.* » La ruche a pris son envol. ■ **J.-M. P.**



Au service marketing téléphonique, le management a fait son miel de l'organisation des petites abeilles.

CES: la réalité virtuelle cherche encore sa voie vers le marché de masse

Des casques aux contenus et aux outils les plus divers, les moyens de plonger dans la réalité virtuelle ne manquent pas au salon d'électronique CES de Las Vegas, mais elle montre encore peu de signes qu'elle va s'implanter rapidement dans la culture grand public.

Que faire pour mettre la technologie, qui séduit jusqu'ici surtout les amateurs de jeux vidéo, dans les mains de Monsieur tout le monde ?



Un homme porte un dispositif de GoTouchVR donnant l'illusion de pouvoir toucher des objets virtuels, le 6 janvier 2017 au salon d'électronique CES de Las Vegas (AFP/Frederic J. BROWN)

Shawn DuBravac, chef-économiste de l'association technologique américaine CTA qui organise le salon, se dit confiant que l'élargissement des usages possibles créera de la croissance dans le futur. "Il y a beaucoup d'investissements dans les contenus", souligne-t-il. "Les ventes vont finir par venir". HTC, l'un des principaux acteurs aujourd'hui sur le marché avec son casque Vive, a eu une bonne année 2016 mais n'a fait "vraiment qu'égratigner la surface", reconnaît Daniel O'Brien, qui supervise cette branche du groupe taiwanais. Ce dernier a profité du CES pour annoncer des initiatives censées encourager les développeurs à créer davantage d'applications pour la réalité virtuelle, et les consommateurs à l'utiliser.

- Réalité virtuelle sur bornes d'arcade -

HTC envisage d'avoir d'ici la fin de l'année des milliers de bornes d'arcade dédiées à la réalité virtuelle dans des centres commerciaux, des centres-villes ou d'autres endroits publics, ce qui permettrait à plus de gens de l'essayer. La boutique d'applications en ligne du groupe, Viveport, devrait à la même échéance proposer plus de 3.000 titres, avec l'ambition de pouvoir servir toutes les plateformes de réalité virtuelle, y compris concurrentes. Et HTC a évoqué au CES la possibilité d'y intégrer un service par abonnement, comparé à un "Netflix de la réalité virtuelle" et présenté comme une première mondiale. Là encore, l'idée est d'aider les développeurs de logiciels à toucher un public plus large et gagner de l'argent, ce qui idéalement les inspirerait à créer davantage de contenus. Vive est en concurrence principalement avec le PlayStation VR de Sony et le Rift d'Oculus, une filiale de Facebook. Tous cherchent à attirer davantage d'utilisateurs en essayant de séduire les développeurs de logiciels et en améliorant leurs appareils. "Notre objectif est de construire la plus grande plateforme de réalité virtuelle du monde", affirme Daniel O'Brien. "2016 a été le moment de la révélation pour la réalité virtuelle; 2017 est celui de développer le marché et de continuer à faire évoluer le produit". D'après lui, HTC prévoit de sortir plus tard cette année un appareil permettant de faire rentrer plus facilement des versions numérisées d'objets du monde réel dans des mondes virtuels. Il travaille aussi sur une version sans fil de son casque, pour répondre aux demandes de ceux qui souhaitent pouvoir s'en servir sans se brancher sur un ordinateur.

- Prémices d'un écosystème -

Toujours au CES, 28 acteurs impliqués dans la réalité virtuelle ont annoncé pour leur part la création d'une organisation dédiée à "renforcer la large disponibilité d'expériences audiovisuelles en réalité virtuelle de haute qualité", selon leur communiqué. On retrouve aussi parmi les membres fondateurs des spécialistes du son et de l'image comme Dolby Laboratories et Technicolor, des acteurs venus du secteur de la télévision ou du cinéma comme Sky ou Sony Picture, des télécoms comme Huawei, Ericsson ou Verizon, ou encore de l'informatique comme Intel ou Qualcomm. Le "Virtual Reality Industry Forum" réclame notamment de remédier à la "fragmentation" actuelle du marché avec des normes et formats compatibles avec tous les appareils. "Nous pensons que c'est essentiel pour que le marché décolle", a estimé Chris John, un ingénieur en chef chez Sky. Le CES présente la plus large collection de technologies de réalité virtuelle jamais exposée à un salon, mais "c'est un peu mettre la charrue avant les bœufs", prévient pour sa part Peter Blau, un analyste du cabinet Gartner. "Beaucoup de gens savent ce que c'est, mais ils ne l'achètent pas vraiment". Il discerne toutefois les prémices d'un écosystème d'appareils, d'applications et de services qui constituerait un grand pas en avant pour le secteur. "Il n'y a rien de comparable à mettre le casque et faire l'expérience" de la réalité virtuelle, dit l'analyste. "La partie décevante, c'est que c'est plutôt cher. La réalité virtuelle va être un peu freinée tant que la qualité ne s'améliorera pas et que les prix ne baisseront pas".



La Table de Cocagne

DE LA HAUTE BORNE

Nous vous en avons parlé, depuis 2012 pour les plus anciens. Alors que le bâtiment n'existe pas encore, la **Table de Cocagne**, entreprise de restauration bio à vocation d'insertion sociale, a démarré cette semaine son activité. Au programme : 90 repas par jour à servir pour les salariés de l'INRIA, organisme public de recherche, situé sur la zone de la Haute Borne. Longue vie à la Table ! 😊



Inria
INVENTEURS DU MONDE NUMÉRIQUE

De g à dr : Benoît Caffray (chef de production), Térézia Cengéri (production / distribution), Jean-Louis Poillion (Président SAS Table de Cocagne)

Haute Borne : la phase 2 du développement se fera « dans la continuité »

La SAEM Haute Borne, qui a conduit la commercialisation du parc technologique, est morte, vive la SPL Euralille qui lui succède. Tel était le message des vœux de la Haute Borne, point de départ de la phase de développement du Grand Carré.

PAR STÉPHANE HUBIN
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCO, SAINGHIN-EN-MÉLANTOIS. Depuis le 1^{er} janvier, le devenir du parc technologique de la Haute Borne est entre les mains de la SPL Euralille. Son mandat expiré, la SAEM Haute Borne, qui a commercialisé depuis le lancement du programme en 1999 les 190 000 m² de surface de plan-

“ Les compteurs sont remis à zéro pour l'aménagement du Grand Carré où 60 000 m² de surface de plancher restent à construire.

cher de la phase 1 (soit 200 entreprises installées pour 8 200 salariés), n'est plus. Directeur général de la SPL, Fabrice Veyron-Churllet assistait à ses premiers vœux du parc technologique à succès où il a tenu à rassurer les interlocuteurs habituels de la Haute Borne. « La mission qui est la nôtre de porter la phase 2 du développement du parc se fera dans la continuité : il n'y aura pas de révolution, nous nous mettons modestement au service de ce territoire pour prendre la suite d'une opération qui est un succès. »

Première illustration de cette continuité, l'équipe de la SAEM a été reprise par la SPL et garde-



Le mandat de la SAEM Haute Borne achevé, c'est la SPL Euralille, dirigée par Fabrice Veyron-Churllet (photo), qui commercialisera les 12 ha du Grand Carré.

ra ses bureaux. Elle aura la charge de commercialiser l'ex-réserve foncière de 12 ha du Grand Carré, avec la même qualité paysagère et les mêmes critères d'exigence vis-à-vis des candidats à l'implantation.

Président de l'ex-SAEM et maire de Villeneuve-d'Ascq, Gérard Caudron, salué pour sa part active dans le développement du projet Haute Borne par Jacques Ducrocq, maire de Sainghin-en-Mélantois où s'étend également le parc, a de son côté applaudi le travail de la SAEM qui, depuis 1999, a transformé le projet en belle réussite pour la métropole lilloise. « Le développement de cette première phase s'est fait de manière continue et cohérente. Nous avons, dès le début, pris des engagements sur la qualité de ce parc,

qui doivent être poursuivis. Tout comme il faudra, pour que les salariés continuent à se sentir bien ici, développer les services. »

Gérard Caudron a également tenu à féliciter l'équipe de la SAEM pour le bilan financier de l'opération depuis son lancement. Le syndicat achève en effet sa mission avec un solde positif de 8 M€, somme sur laquelle Villeneuve-d'Ascq a perçu 2 M€. Les compteurs sont remis à zéro pour entamer la phase 2 et l'aménagement du Grand Carré où 60 000 m² de surface de plancher restent à construire. « Et on a tout lieu d'être optimiste », promet le maire de Villeneuve-d'Ascq qui, sans rien dévoiler, assure que des projets sont en gestation et des prospects en cours. ■

Douze implantations encore en 2016



Alors que la presque totalité des terrains de la phase 1 étaient vendus, 2016 a vu partir les dernières parcelles. 16 250m² de droits à construire ont été vendus, tandis que douze entreprises supplémentaires sont arrivées sur le parc technologique, avec 387 salariés. Legrand, spécialiste mondial des infrastructures électriques, a implanté son centre de formation régional et un showroom. Société de services spécialisée en cybersécurité, Lexsi est également arrivée, tout comme la Régie de l'eau de la MEL, Proservia (informatique), APX Integration (solutions informatiques), Ekiho (construction de logements passifs), Genairgy (aide aux start-up), la crèche bilingue My Little Garden, les start-up Da Costa, Neodt et My Consulting, et enfin Moovisto, services autour du sport.

D'autres arrivées sont déjà programmées en 2017. Parmi les plus importantes, Mobivia (Norauto, Midas) construit son nouveau siège (notre photo), et Ciel et Terre (centrales solaires photovoltaïques à travers le monde) lui emboîtera le pas. ■ S. H.

La Compagnie des Vétérinaires va investir 26 M€ dans son développement

Villeneuve d'Ascq. Le groupe nordiste, spécialiste de la fin de vie animale, signe le tout premier prêt obligataire du nouveau fonds Humanis Croissance



Le centre de crémation de Foulquemont (Moselle)

Née à Beauvois-en Cambrésis il y a 20 ans, la Compagnie des Vétérinaires a parcouru bien du chemin depuis. Ce groupe discret, entièrement contrôlé par des actionnaires vétérinaires comme son nom l'indique, et désormais implanté à la Haute Borne à Villeneuve d'Ascq, s'est fait une spécialité de la fin de vie animale. Il en est le leader français avec 14 centres de crémation dont le dernier ouvert fin 2016 en Moselle, à Foulquemont (ci-dessus). Le groupe réalise un chiffre d'affaires de 29 M€ avec 320 collaborateurs. Depuis six ans il s'est adjoint une activité d'assurance santé animale, sous la marque Bulle bleue, qui a déjà séduit 35000 clients et connaît une forte dynamique. Et mi 2016, la Compagnie des vétérinaires a élargi sa palette à l'édition de solutions logicielles au service des vétérinaires en reprenant deux sociétés, Vétocom (Pau) et Bourgelat (Caen).

Le groupe a décidé d'accélérer encore le mouvement, avec un plan « Ambition 2020 », qui devrait porter le chiffre d'affaires à 50 M€ et les effectifs à 400-450. Il s'accompagne d'un programme massif d'investissement, soit 26 M€.

Le marché français étant déjà mature, la priorité sera d'abord l'international. 10 M€ seront consacrés à des créations – une est en cours en Pologne ou des acquisitions comme en Allemagne. Un montant similaire sera dévolu à la digitalisation – notamment pour renforcer le lien entre les vétérinaires et leurs clients. Une plateforme de service doit être créée.

Enfin, la Compagnie des Vétérinaires va consacrer 6 M€ à la modernisation et la mise aux normes de son parc français, la France ayant des exigences réglementaires en la matière très supérieures aux directives européennes. Pour financer ce plan ambitieux, le groupe vient de lever 3 M€ auprès du nouveau fonds Humanis Croissance dont c'est la première participation. Il prévoit aussi une recapitalisation de 15 M€ qui passera par une révision statutaire en mars : des non vétérinaires devraient être autorisés au tour de table pour la première fois

O.D.

02 FEVRIER 2017

Lille : une année record pour les transactions de bureaux, malgré l'absence d'Euralille

Par Alix de Vogüé

Ou quand Lille chatouille un peu Lyon, loin derrière une Ile de France à 2,4 millions de m² échangés, en affichant le même dynamisme que Toulouse, alors que Marseille plonge de -26%...

Le marché des transactions sur le bureau vient de connaître une année exceptionnelle avec un total de 225 246 m² échangés, en hausse de +28% sur 2015, a indiqué mi-janvier l'Observatoire des Bureaux (OBM) de la métropole lilloise. L'année 2017 se présente aussi sous de bons auspices, notamment parce qu'Euralille, quasi inactif depuis deux ans, fait son come-back avec du neuf. En moyenne, entre 2011 et 2015, les transactions lilloises tournaient autour de 160 000 m² de bureaux.

Le score 2016 dépasse largement le précédent record de 2007 (207 000 m²), et permet à la capitale des Flandres de « chatouiller un peu Lyon », selon Hugues Laffineur directeur de Tostain Laffineur, conseil en immobilier d'entreprises. Lille réduit en effet considérablement son écart avec le premier marché provincial, celui de Lyon, qui, selon les chiffres provisoires de CBRE, a atteint 287 000 m² échangés (en hausse de +6%). Le différentiel entre les deux métropoles se situait souvent autour de 100 000 m² au cours des dernières années.

Lille a connu un dynamisme analogue à celui de Toulouse, qui toujours selon les chiffres provisoires de CBRE s'est inscrit en hausse de +32% à 165 000 m². L'île-de-France (chiffres provisoires CBRE) a gagné +6% à 2,410 millions de m², tandis qu'Aix-Marseille a plongé de 26% à 110 000 m² juste devant Bordeaux (105 000 m²), lui-même stable.

Cinq transactions supérieures à 5 000 m²

L'année 2016 a été marquée à Lille par l'importance des transactions de grande ampleur : 40 pour les surfaces supérieures à 1 000 m², contre une moyenne de 30 au cours des 5 dernières années. « Les très bons résultats de Lille comme de Toulouse sont portés par l'importance des transactions supérieures à 1 000 m² », a indiqué Patrick Duez, directeur régional Nord-Pas-de-Calais de CBRE. « Lille a enregistré 5 transactions supérieures à 5 000, dont 2 supérieures à 10 000 m². À Toulouse, il y a eu 40 transactions supérieures à 1 000 m², dont 3 supérieures à 5000 m² » a-t-il précisé.

« Le nombre de ces transactions supérieures à 5 000 m² fait de 2016 une année charnière », a estimé aussi Mathieu Leonard, directeur adjoint associé du pôle bureau de BNP Paribas Real Estate à Lille.

Pour Hugues Laffineur, la situation de 2016 n'est pas un épiphénomène : « La métropole lilloise enregistre de plus en plus de gros deals. En 2016, il y a eu les 20 000 m² de Blanchemaille à Roubaix [ndlr : une partie des locaux de la Redoute vendue à un investisseur qui les reloue partiellement à l'enseigne de vente à distance], et les 20 000 m² du nouveau siège d'Orange à Villeneuve d'Ascq. Nous avons aussi enregistré de belles opérations avec les nouveaux sièges de Kiloutou, Daxon-Movitex, Mobivia ou Graine de Malice. Et il y en a d'autres qui se préparent. En 2017, le marché lillois devrait atteindre les mêmes niveaux qu'en 2016. Ce devrait être une très bonne année. »

Les activités informatiques en tête du marché

La distribution et la VAD ont d'ailleurs représenté 16% des mètres carrés commercialisés, derrière les activités informatiques (19%) et devant les activités financières (14%). « Lille a retrouvé un niveau de transaction cohérent avec son poids économique et démographique. Nous sommes sur un marché profond », a déclaré le promoteur Xavier Kieken et président de l'Observatoire des bureaux de la métropole lilloise. Le tonus du tissu des entreprises lilloises est évident, puisque 96% des transactions relèvent de l'activité endogène. Dans trois cas sur quatre, les utilisateurs avaient besoin de m² supplémentaires.

Le marché a progressé sur tous les segments : le neuf avec 80 778 m² (contre une moyenne de 40 594m² entre 2001 et 2015), le seconde main avec 107 949 m² (à comparer avec 87 374 m² en moyenne sur les 5 dernières années), et les comptes propres avec 36 519 m² (à comparer avec une moyenne de 32 913 m² sur la période 20012015). Villeneuve d'Ascq a fait une performance remarquable en raflant le tiers des transactions (60 000 m²) : notamment Orange et Mobivia. Sur cette ville, du clé en main s'est commercialisé entre 150 et 180 euros.

La Ville de Lille est le deuxième marché seulement



Le polygone du siège social d'Orange un projet Valode et Pistre à côté du grand stade de Villeneuve d'Ascq

Lille, en intégrant Eurasanté et Euratechnologies, se place en deuxième position, avec 25,2% des surfaces et les Grands Boulevards [ndlr : qui relie Lille à Roubaix et Tourcoing], numéro 3 avec 18%. Euralille affiche un maigre 5,4% soit 10 000 m² (dont 1 291 en neuf seulement). Mais la turbine lilloise va se remettre en route avec les chantiers en cours d'EKLA (Icade/Lipsky Rollet : 25 000 m², dont 14 000 m² de bureaux), le 101 (Promogim/Fabrice Dusapin, 7 000 m² de bureaux) et SWAM, l'opération Nacarat/Mama Shelter/De Alzua qui compte 3 400 m² de bureaux.

La métropole dispose d'un stock de 54 466 m² livrés ou disponibles sous trois mois, et de 26 300 m² en construction, soit, au total, un an de transactions, si on se réfère aux ventes 2016 dans le neuf (mais 21 mois si l'on reste dans la moyenne 2011/2015). Le stock de l'offre de seconde main s'établit à 200 000 m².

"Un marché très lisible"

« L'intérêt du marché lillois, c'est sa lisibilité. C'est un terrain de jeu qui permet de se positionner sur des sous-marchés que sont Euralille, les Grands Boulevards, Villeneuve d'Ascq et le centre-ville de Lille. Nous avons souffert du manque d'offre sur Euralille. Et il faut que les collectivités puissent mettre à disposition les fondamentaux que sont l'accessibilité, les transports en commun et les services », a déclaré Thierry Riba, directeur investissements région chez Eurosic lors de la présentation par l'OBM des résultats lillois. Tout en soulignant que le stock était adapté au marché, Mathieu Leonard a aussi évoqué une faiblesse de la métropole : « Un déficit en transport en commun. Cela peut peser dans de futures décisions ».



La livraison du projet SWAM devrait relancer la dynamique à Euralille

Go Touch VR nous fait toucher du doigt la réalité virtuelle

La jeune entreprise villeneuvoise Go Touch VR veut révolutionner le monde de la réalité virtuelle avec sa bague VR Touch qui procure la sensation réelle du toucher. Une innovation qui a fait sensation au CES de Las Vegas.

PAR JEAN-MARC PETIT
economie@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ.

Au royaume des cinq sens, il en est un rarement exploré dans le monde de la réalité virtuelle. Les casques audio et vidéo nous permettent de nous immerger dans des univers virtuels sonores et visuels de plus en plus réalistes. Mais qu'en est-il du toucher ?

“ Notre système vise le marché professionnel de la réalité virtuelle. Nous pouvons manipuler un objet 3D comme dans un atelier réel. ”

Quatre jeunes ingénieurs doctorants en « haptique » (le sens du toucher) de l'université Lille 1 ont créé Go Touch VR il y a un an. Hébergée au sein de l'incubateur Cré'Innov, la start-up a mis au point une « bague » permettant de toucher et ressentir de manière troublante la texture et la forme des objets virtuels. Dévoilée le 5 janvier à Las Vegas



Associée à un casque de réalité virtuelle, la bague VR Touch permet de « toucher » les objets fictifs, comme jouer d'un vibraphone dans l'espace.

lors du Consumer Electronic Show, la VR Touch a retenu l'attention de beaucoup de visiteurs. « Plus que les jeux, notre système vise le marché professionnel de la réalité virtuelle, explique Thomas Sednaoui, cofondateur. Dans le domaine de la conception assistée par ordinateur, notre système permet de manipuler un objet 3D comme dans un atelier réel. » Des ingénieurs d'Air Liquide se sont montrés intéressés pour la

formation. Tout comme Sony, Huawei, HTC, BMW (pour leurs démonstrateurs de véhicules), des acteurs du e-commerce (pour toucher virtuellement les produits présentés sur la Toile). Les débouchés sont nombreux. Go Touch VR est déjà en quête de levée de fonds et de partenaires spécialistes de la réalité virtuelle pour industrialiser son process. Histoire de toucher de près le succès... ■

Bureaux: un millésime 2016 d'anthologie

Lille. Année faste pour l'immobilier de bureaux de la métropole lilloise : dopé par un marché du neuf très actif, le marché du bureau a battu tous ses records en 2016.

Le marché du bureau de la métropole lilloise vient d'effacer son précédent record historique, qui datait de 2007, avant la grande crise née des subprimes outre-Atlantique. Les acteurs de l'immobilier nordiste ont réalisé 225 246 m² de transactions – incluant les comptes propres-, bien au-delà de cette année référence (207 090 m²). Le chiffre dépasse d'ailleurs de 40% la moyenne des cinq années précédentes.

Dans le détail, les transactions commerciales ont porté à plus de 80 000 m² sur des surfaces neuves, et à 108 000 m² pour de la seconde main. On notera que le nombre de transactions est très élevé, avec 406 opérations au compteur, pour une moyenne annuelle de 327 entre 2011 et 2015. Dans le lot, le nombre de transactions de superficies importantes (plus de 1000 m²) a été lui aussi élevé, à 40 opérations (25% de plus que les 5 dernières années).

Le numérique en plein boom

Pourquoi cette santé florissante quand l'économie de la France patinait l'an dernier avec une croissance famélique de 1,1 %? La demande est très active, et le marché lillois est capable d'y répondre à travers une offre adaptée aux utilisateurs. Le succès de la frenchtech lilloise a sa traduction immobilière. L'informatique est le premier secteur consommateur de surfaces (19,3%); devant la distribution, toujours active (11,4%) et la finance (8,7%). On note en revanche – et cela confirme le repli de voilure des collectivités et de l'État – que la sphère publique qui était un gros consommateur de bureau, est tombée sous les 5% du marché l'an dernier.

Sur le plan géographique, Villeneuve d'Ascq est le grand gagnant de l'exercice 2016, puisque la ville universitaire a trusté 32% des transactions. À l'inverse, Euralille qui a connu de grandes années, est retombé à 5% du marché, faute de produits disponibles. Le marché lillois hors Euralille a encore bien performé, entre les bons résultats du parc Eurasanté et ceux d'Euratechnologies.

Les transactions ont donc été particulièrement denses. Ce n'est pas au détriment des prix, qui sont restés à des niveaux solides : 60% des transactions ont été réalisées à des tarifs supérieurs à 150 euros, alors que ce ratio était de 21% en 2015. Une évolution due à la commercialisation de gros programmes clés en main à Villeneuve d'Ascq. Même en seconde main, les prix moyens sont plus élevés qu'un an plus tôt : un quart des transactions s'est réalisé au-delà de 150 euros, contre 14% en 2014 et 17% en 2015.

Et demain ? Malgré cette consommation intense des bureaux lillois en 2016, le stock disponible reste étoffé. La métropole lilloise disposait début 2017 de trois mois de stock (54 500 m²), sensiblement plus que début 2016 (44 500 m²). Les surfaces en construction sont à peine inférieures (26 300 m², soit un recul de 17%), mais au total, l'observatoire des bureaux de la métropole fait état d'un volume équivalant à un an de transactions en neuf. La réalisation de plusieurs gros programmes immobiliers devrait en outre recharger à point nommé les stocks de la fameuse « turbine tertiaire » chère à Pierre Mauroy en son temps.

OD

Guerre des supermarchés : l'arrivée de Match à la Haute-Borne retoquée

Le temps n'est pas aux cadeaux entre enseignes de la distribution. La création pour fin 2017 d'un village commercial adossé à un supermarché Match, entre le parc de la Plaine et la Haute Borne, est en pause. Avalisé au niveau départemental, le projet a été retoqué au niveau national après recours de concurrents.

PAR STÉPHANE HUBIN
villeneuveacsq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. La concurrence féroce à laquelle se livrent les enseignes de la distribution dans le secteur de Villeneuve-d'Ascq et du Mélantois vient de porter un vilain coup au projet d'implantation d'un nouvel ensemble commercial. Pensé pour accompagner le développement du quartier de la Haute Borne, il bénéficiait du soutien de la municipalité et aurait dû sortir de terre d'ici la fin de cette année. Après dix ans de réflexion, l'immobilière familiale BDT, qui possède le parc d'activités de la Plaine à Villeneuve-d'Ascq, avait en effet dévoilé en mars 2016 un projet de création de pôle commercial à l'arrière du même parc, en bordure du parc scientifique de la Haute Borne. Face au rond-point de la route de Sainghin, était prévue la construction d'un village commercial de 1 315 m² composé de 19 cellules, d'un drive de 212 m², d'un supermarché de l'enseigne Match de 2 300 m² et enfin d'un immeuble de bureaux de 4 000 m². Passé en mai dernier devant la Commission départementale d'aménagement commercial, le projet y a été plébiscité avec neuf voix sur neuf. Une autorisation contre laquelle se sont aussitôt mobilisées plusieurs enseignes installées dans le secteur. Le groupe Auchan, via sa filiale de supermarchés ATAC (rebaptisés Simply Market, dont un est situé à Lesquin), ainsi que la société LMJC Distri, qui gère le Carrefour Express de Sainghin-en-Mélan-



Le projet de pôle commercial de la Haute Borne, retoqué, devrait faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

recours. Avec la bénédiction d'autres supermarchés qui, sans dire mot, ont bien sûr consenti, comme le Carrefour Market d'Annappes. Leur argument : cette implantation d'un total de 3 800 m² déséquilibrerait le tissu commercial local, tant à Villeneuve-d'Ascq qu'alentours. Un discours que la Commission nationale d'aménagement commercial a entendu. Il y a quelques semaines, l'instance parisienne a invalidé la décision prise au niveau départemental en estimant que le projet excentré, situé à 2,5 km du centre de Villeneuve-d'Ascq, aurait « un impact

“ La CNAC estime que la construction d'un magasin Match de 2 300 m² et d'un pôle de 1 300 m² impactera les centres-villes alentours.

sur les centres-villes de Villeneuve-d'Ascq, Sainghin-en-Mélantois et Chérenq. » La CNAC a en outre considéré que les garanties d'accessibilité routière en toute sécurité n'étaient pas apportées. Enfin, malgré le travail de l'architecte Patrice de Williencourt qui proposait de végétaliser le toit du supermarché et de le positionner en arrière-plan du pôle de cellules commerciales, pensé comme une place de village, elle a estimé, tout en reconnaissant une « architecture de qualité », que l'insertion paysagère pouvait être davantage travaillée. Les porteurs du projet annoncent ne pas baisser les bras (lire ci-dessous) et redéposer un dossier après avoir revu leur copie. ■

CARREFOUR ANNAPPES PRÊT À DÉPOSER UN AUTRE RECOURS ?

Il ne tient pas à affirmer qu'il fait partie de ceux qui ont déposé le recours examiné il y a quelques semaines, d'ailleurs la CDAC ne mentionne pas son nom dans son avis. Pour autant, Christophe Vandewalle affirme sans ambages soutenir l'action portée contre l'implantation du supermarché Match et du village commercial. « Chacun à Villeneuve-d'Ascq sait bien que ce serait la mort du petit commerce alentours. C'est d'ailleurs en partie sur cet argument que le projet a été rejeté », explique le gérant du Carrefour Market d'Annappes, qui estime que le Match arriverait en plein milieu de sa zone de chalandise. « Mon magasin est à moins de deux minutes, ma clientèle provient essentiellement d'Annappes, d'Ascq et de la Haute-Borne. Mon enseigne fait 1 600 m², le Match ferait 2 300 m² plus les 1 300 de village commercial : on ne joue pas dans la même cour et si un nouveau dossier était déposé, il y aurait un nouveau recours », prévient Christophe Vandewalle.

« Nous allons redéposer le dossier »

Pour les porteurs du projet de pôle commercial, l'avis défavorable de la CNAC est plus qu'une péripétie. « C'est éternant car il y a eu beaucoup d'investissement pour boucler un tel dossier. Un travail de plusieurs années pour qu'au final des gens, qui avaient marqué leur intérêt pour s'implanter sur ce site, avec lesquels nous n'avons pas finalisé, portent recours contre nous. Notre projet prend un an de retard, une année perdue que nous espérons vite oublier », s'exaspère Joël Toulemonde, à la tête de BDT, société à laquelle appartiennent les terrains. Il est aussi l'un des responsables de la

société Village en ville qui porte le projet de construction. Loin de baisser les bras, Joël Toulemonde affirme être en mesure de redéposer sous deux mois son dossier modifié et déposer un nouveau permis de construire dans la foulée. « Cela ne change en rien notre envie de mener à bien cette opération dans laquelle tous ceux qui étaient engagés maintiennent leur projet. La moitié des cellules commerciales étaient déjà attribuées », assure l'investisseur, pour qui la CNAC n'a pas pris en compte l'importance des bouleversements qu'amène le développement de la

Haute-Borne. « Il y a déjà 8 500 emplois sur place, 2 000 habitants, d'autres programmes d'habitat arrivent, la phase 2 de développement économique du parc également. Nous n'avons sûrement pas assez mis ces éléments en valeur », fait valoir Joël Toulemonde. Du côté de la municipalité, Lionel Baptiste, conseiller délégué au commerce, évoque une « décision surprenante de la CNAC tant le dossier était de qualité. D'autant qu'il permet d'établir un lien entre Ascq et la Haute-Borne avec un cheminement piétonnier. Il y a là un vrai intérêt pour la ville. » ■ S.H.

IMMOBILIER D'ENTREPRISES : RETOUR DU NEUF EN MÉTROPOLÉ LILLOISE

2016 aura visiblement été une très bonne année pour les professionnels de l'immobilier d'entreprises en métropole lilloise. Selon le cabinet Tostain&Laffineur, les locations et ventes ont progressé de 10% l'an dernier par rapport à 2015.

En un an, l'immobilier d'entreprises aura battu un nouveau record de volumes transactés en métropole lilloise. Il atteint aujourd'hui 188 727m², contre 175 000m² de moyenne pour l'exercice 2015. Dans le détail, cette évolution s'explique par un retour en force du marché du neuf. 80 778m² auront été négociés sur immeubles neufs. C'est plus du double de 2015 (qui s'étalait sur 36 855m², alors que la moyenne s'établit généralement à 40 000) et 43% du volume total des transactions. Et les gros volumes ne seraient pas en reste. « Les transactions supérieures à 1000m² représentent 57% de la demande placée totale, et progressent de +40% par rapport à 2015 » note **Hugues Laffineur**, co-fondateur de la société de conseil en immobilier d'entreprises et logistique Tostain&Laffineur. D'après les chiffres communiqués par le cabinet villeneuvois, 60% des transactions supérieures à 1000m² ont été réalisées sur des immeubles neufs. La suite attendue d'un cycle immobilier, après une année plutôt consacrée à l'assainissement et à l'équilibre des stocks, entre neuf et seconde main.

EURALILLE, BONNET D'ÂNE, VILLENEUVE EN TÊTE

En revanche, ce n'est toujours pas

d'Euralille qu'est venu le salut du neuf. La turbine tertiaire n'aura permis, en 2016, que la commercialisation de 10 150m² (seconde main comprise), soit 10% du volume global... la faute à un manque criant d'offre en neuf. Alors d'où viennent les chiffres qui font la satisfaction des professionnels du secteur ? Du même trio de tête que l'an passé, même si le classement a été modifié. Villeneuve d'Ascq, qui représentait 20,5% du marché 2015, trône cette année la première place du podium. Le secteur représente 60 324m² (32% du volume global) et draine le plus de mètres carrés en neuf, grâce, notamment, aux 19 000m² annoncés pour le futur siège régional d'Orange, à proximité du stade Pierre Mauroy. Lille intramuros continue d'être un gros pourvoyeur d'offre avec 47 499m² transactés, soit 25% du volume global en 118 transactions, « une transaction sur trois dans Lille » souligne Tostain&Laffineur. Les Grands Boulevards, traditionnellement porteurs, continuent leur office. Sur la zone, 34 069m² auront été transactés, représentant 18% du volume global.

J. Blanchet

LOGISTIQUE : BAISSÉ DE LA DEMANDE PLACÉE MAIS RETOUR DU BLANC

Après une année 2015 record (426 000m²), la demande placée en métropole lilloise est retombée à 261 000m². Baisse significative également observée dans d'autres grandes métropoles françaises comme Paris ou Marseille, à l'exception de Lyon. Néanmoins, « 2016 aura été l'année du grand retour du blanc » analyse **Antoine Tostain**, avec la signature par ID LOGISTICS de 30 000 m² via Tostain & Laffineur, en août 2016, sur l'opération PRO dite « Quai du Rivage » à Dourges. « Ce même investisseur a, depuis, lancé la construction d'un deuxième 30 000 m² en blanc pour juillet 2017 », poursuit le co-fondateur de l'agence qui signale un autre fait marquant. Sur 12 transactions recensées, une seule s'est faite à l'acquisition, soit l'achat par la société Simastock de l'ex-entrepôt Carrefour Boissons de Libercourt. « Il y a donc eu 90 % de location en 2016, c'est un déséquilibre relativement rare ».

La région leader des produits et des matériaux biosourcés ? Chiche ?

Un récent rapport du CESER fait l'état des lieux de ce qui se fait dans la région en matière de produits et de matériaux biosourcés. Il envisage une région leader dans le secteur au niveau européen.

PAR VALÉRIE SAUVAGE
economie@lavoixdunord.fr

RÉGION. « Pour une région leader du biosourcé ». C'est une pole position européenne qu'envisagent Jean-Luc Souflet, co-fondateur d'IDGroup, et Ghislain Mascaux, agriculteur et membre de la chambre d'agriculture. Ils viennent de rédiger un rapport pour le CESER qui dresse l'état des lieux de la filière des produits et des matériaux biosourcés dans les

“**Quand le baril de pétrole était à 78 \$, on estimait que les matériaux biosourcés étaient compétitifs.**”

GHISLAIN MASCAUX, AGRICULTEUR

Hauts-de-France.

– **Qu'est-ce que le biosourcé ?** Les produits biosourcés sont partout. Dans les cosmétiques, les pansements, les sacs-poubelles... Ils peuvent être obtenus à partir de diverses sources de biomasse : oléoprotéagineux, plantes amidonnières ou sucrières, plantes à fibres, micro-algues... Ils sont solides, légers (des propriétés recherchées dans le sport ou l'automobile par exemple). Ils intéressent les acteurs du bâtiment pour leur qualité en matière d'isolation phonique et thermique...

– **Quelles sont les perspectives ?** Les tendances de consommation comme les textes réglementaires pointent vers plus de produits bio-



La marque So Green by CVP à Wambrechies propose des emballages qui intègrent des plastiques issus de la nature ou valorisés. ARCHIVES PATRICK JAMES

sourcés. La chimie du végétal utilise environ 30 millions de tonnes de cultures, soit 6 millions d'hectares, c'est-à-dire moins de 0,5 % de la totalité des terres arables (estimation Roquette, citée par le rapport). Belles perspectives à l'horizon, et des emplois à la clé.

– **Quels sont les freins ?** Selon Ghislain Mascaux, qui a corédigé le rapport, « il y a des freins réglementaires. Mais le frein le plus important, c'est la fluctuation des prix du pétrole. Quand le baril était à 78 \$ par exemple, on estimait que les matériaux biosourcés étaient compétitifs. Il faudrait aussi que la filière soit soutenue politiquement, par les marchés publics notamment. »

– **Pourquoi la région a-t-elle une carte à jouer ?** Les Hauts-de-France forment la troisième région agricole et agroalimentaire.

Première productrice française de luzerne, d'orge, de chanvre, de betteraves, de pommes de terre... Cette terre propice au développement du biosourcé est aussi bien équipée avec l'IFMAS (Institut français des matériaux agrosourcés) ou des pôles de compétitivité comme IAR ou Matikem. Deux belles locomotives tirent le train du biosourcé : Roquette, l'un des leaders mondiaux de l'amidon, et Tereos, premier groupe sucrier français. Le biosourcé n'est pas l'apanage des géants. Métha Ternois est une unité de méthanisation, portée par des agriculteurs, qui produit de l'électricité et de la spiruline. Citons aussi Faurecia, dans l'automobile, qui utilise des fibres naturelles de lin pour fabriquer des planches de bord. Le biosourcé, ça pousse ! ■

Nos compagnons à quatre pattes ont droit aussi à des obsèques « humaines »

La Compagnie des vétérinaires est le leader français de la crémation des animaux de compagnie. La société se lance à l'international, augmente son capital et développe ses services (assurance, informatique vétérinaire).

PAR JEAN-MARC PETIT
economie@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ.

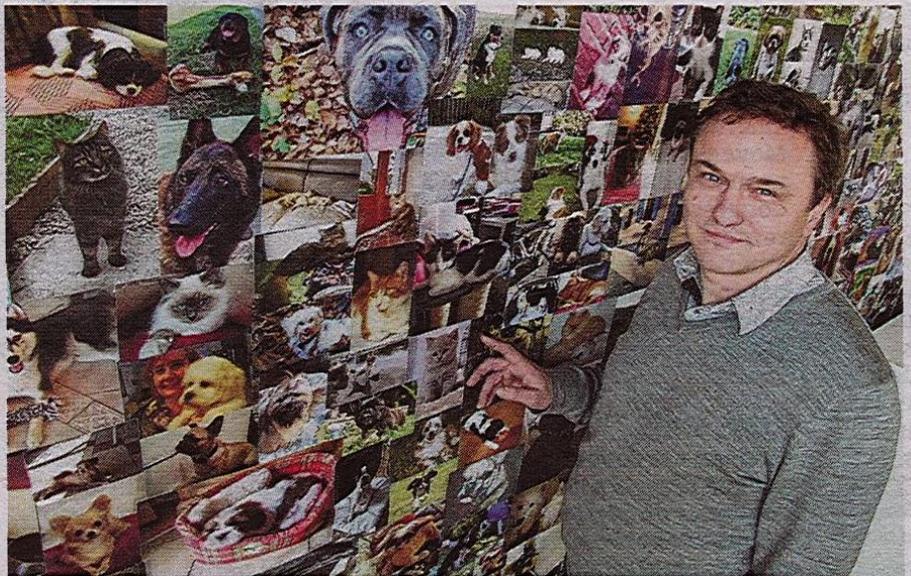
Comme beaucoup de vétérinaires, Henri Cathelain ne supportait pas de voir les corps des chiens et chats décédés partir à l'équarrissage, pour finir en farine animale ou cosmétique. En 1995, il ouvre à Beauvois-en-Cambrésis le premier crématorium pour animaux de compagnie. Avec l'ambition de proposer une fin digne pour nos

« Nous répondons à un besoin d'accompagnement de l'animal, avec des lieux où l'on peut se recueillir. »

compagnons à quatre pattes, en toute transparence pour les maîtres. C'est l'acte de naissance de la Compagnie des vétérinaires, devenue en 20 ans le leader français de la crémation des animaux de compagnie.

85 % DU MARCHÉ

« Les chiens et chats sont devenus, pour certains, des membres à part entière de la famille, explique Philippe Thomas, PDG de la Compagnie des vétérinaires, dont le siège est désormais à Villeneuve-d'Ascq. Nous répondons à une réelle demande d'accompagnement de l'animal, avec des lieux spécialement conçus où l'on peut s'isoler, se recueillir, récupérer les cendres dans



Près de 700 000 corps d'animaux de compagnie ont été incinérés l'an passé dans les 14 centres Incineris de France, une entreprise dirigée par Philippe Thomas. PHOTO « LA VOIX »

une urne. »

La société, dont les 2 000 actionnaires sont vétérinaires, gère actuellement 14 centres Incineris de crémation animale en France, dont quatre pour les chevaux. 700 000 corps y ont été incinérés l'an passé (85 % du marché). La Compagnie des vétérinaires, dont le chiffre d'affaires progresse de 15 % chaque année (30 millions d'euros en 2016) emploie 340 salariés et se développe.

« Nous avons racheté trois sites en Allemagne. Nous nous préparons à en ouvrir deux autres en Pologne. Nous avons également des pistes en Italie, aux Pays-Bas où nous devrions ouvrir d'ici à 2018. »

La Compagnie des vétérinaires se développe aussi dans l'assurance-santé animale (Bulle Bleue, 35 000 sociétaires), la collecte et

le recyclage des déchets vétérinaires, et l'édition de logiciels pour vétérinaires. Un axe stratégique pour la société qui vient d'acquiescer deux sociétés leaders dans le domaine, Vétocom et Bourgelat.

Face à ce développement, la Compagnie des vétérinaires a décidé de faire passer ses capitaux propres à 26 millions d'euros. 3 % du capital ont été ouverts aux salariés, une levée de fonds de 5 millions d'euros a été réalisée auprès des vétérinaires, et 3 millions d'euros l'ont été auprès du Fonds Humain Croissance Hauts-de-France.

« Notre volonté est de créer une véritable société européenne de vétérinaires. Nous visons les 50 millions d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2020 et plus de 100 millions dans 10 ans. » ■

Sport extrême : un pompier villeneuvois relève le défi avec sa compagne

Julien Brazy, pompier à Villeneuve-d'Ascq, et sa compagne Justine, ont frôlé le podium lors du dernier Ôtillô des mille lacs en Allemagne. Un exploit pour une première participation à cette course de l'extrême.



Julien et Justine, surnommés, les deux Jujus, se sont rencontrés par le biais de leur passion commune pour le triathlon.

PAR FRANÇOIS FLOURENS
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ.

Trente-cinq km de course à pied et 10 km de nage, cette forme de duathlon a un nom : le swimrun. Une course de « fadas » devenue mythique. Il en fallait plus pour dissuader Julien Brazy,

« On ne se sépare jamais. On a le droit d'être encordés. On peut tracter l'autre en natation. »

JULIEN BRAZY

duathlète et triathlète accompli, qui a entraîné sa compagne dans cette aventure hors normes. Ils se sont d'ailleurs rencontrés grâce au triathlon. Ils ont participé au dernier Ôtillô des mille lacs en Allemagne. Arrivés en cinquième position, ils se sont retrouvés à une marche du podium. « Le champion en titre étant déjà qualifié d'office, nous sommes remontés à la quatrième position. On a échoué à deux minutes », déplore Julien.

Six manches sont programmées au niveau mondial. Détenir un podium lors d'une de ces

manches vous ouvre la porte vers le Graal, la finale mondiale, qui aura lieu cette année, en Suède (pays où est née l'épreuve, lire ci dessous). Ce sera le premier week-end de septembre

À DEUX DOIGTS (DE PIED) DU PODIUM

Le règlement autorise le port d'une combinaison en néoprène (découpée le plus souvent au niveau des bras et des jambes) mais qu'il faut garder en courant, comme on nage avec ses baskets. Les compétiteurs obligatoirement en duo peuvent apporter n'importe quel type d'équipement à condition qu'il

ne dépasse pas 100 cm sur 60. Mais là aussi, il faut courir avec. « On ne se sépare jamais. On a le droit d'être encordés. On peut tracter l'autre en natation. On utilise un pool boy, un équipement flottant au niveau des jambes. Mais on n'avait pas intégré ce paramètre à l'entraînement. Nous étions partis en tête, mais en fin de course, on a payé cette inexpérience. »

Mais qu'à cela ne tienne, ils tenteront leur chance lors de la prochaine épreuve de ce genre organisée pour la première fois dans la région, à Sangatte le jeudi de l'ascension.

Maintenant, il n'y a plus qu'à se jeter à nouveau à l'eau. ■

NAISSANCE

En 2002, du côté de Stockholm, un groupe d'amis ayant sans doute forcé sur l'aquavit se lance un défi. Rejoindre Sandham, village situé à 70 km plus au nord, en courant sur les différentes îles et en nageant entre-elles. La dernière équipe arrivée devant payer l'hôtel et le diner. L'Ôtillô (île en île en suédois) était née.

PREMIÈRE OFFICIELLE

La première édition officielle se tiendra en 2006. Elle rassemblera 11 duos qui avaleront 64 km de course à pied et 10 km de natation dans une mer Baltique à... 10°C. Deux équipes seulement franchiront la ligne d'arrivée !

COURSE MYTHIQUE

La course deviendra mythique à travers le monde et sera classée comme une des épreuves d'endurance les plus difficiles au monde par CNN. Elle est même devenue officiellement le Swimrun World Championship.

Le Jardin de Cocagne récolte enfin le fruit de sept ans d'efforts

Sept ans, l'âge de réflexion ? Pour le Jardin de Cocagne de la Haute-Borne, ce serait plutôt l'âge de la production. Lors de son assemblée générale, l'association a inauguré 1 600 m² de nouvelles serres, dressé le bilan de son activité d'insertion et évoqué ses projets.



Les cinq nouvelles serres ont été inaugurées mercredi avant l'assemblée générale. De g. à dr. : Xavier Nalpas, Jean-Louis Poillion, Fabrice Veyron-Churlet, directeur de la SPL Lille, et Géric Sion.

PAR CÉDRIC GOUT
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCO. Les débuts ont été difficiles, mais le Jardin de Cocagne de la Haute-Borne a trouvé son rythme de croissance. Et cela se voit en arrivant sur le site... Mercredi, la structure inaugurerait de nouvelles serres. Géric Sion, vice-président de l'association Solidarité et initiative par l'activité économique et éducative (SIA2E), créé par Jean-

Louis Poillion, en octobre 2009, pour lancer ce Jardin de Cocagne, a rappelé cette évolution : « Cette année, on a dépassé les fragilités de la naissance. Les nouvelles serres de 1600 m² succèdent aux 1000 m² de 2013 et aux 2000 m² de 2010. Elles ont été financées par un investissement de 35 000€ possible grâce à un maillage de fonds publics et privés. Depuis le lancement du Jardin, 500 000€ ont été investis. Ces serres sont le troisième et dernier volet d'investissement car c'est le bon quota pour les Jardins de Cocagne. »

En effet, ces cinq serres vont permettre de développer la production de légumes. Pierrick Famin,

« Depuis le lancement, 500 000 € ont été investis. Ces serres sont le troisième et dernier volet. »

GÉRIC SION

le responsable technique, a rappelé que le jardin produit déjà 350 paniers par semaines alors

qu'il en était à 250 en 2016. Selon lui, « ses serres amélioreront le confort des jardiniers et permettront de cultiver d'autres légumes qui demandent un peu plus de chaleur ». En 2016, la production a été gérée par un printemps pluvieux mais 13 800 paniers ont été commercialisés, soit 42 % de plus par rapport à 2015. Mais elle pourra quadrupler grâce à ces nouvelles serres. Et donner plus de travail aux jardiniers qui, rappelons-le, sont des personnes en insertion.

En 2016, le Jardin de Cocagne de la Haute-Borne a ainsi employé

37 « salariés ». Dix-huit sont sortis en cours d'année et onze ont trouvé un CDI, un CDD ou une formation. Le développement de la structure permet de diversifier les possibilités de travail en réinsertion. Il en va ainsi de la restauration lancée avec l'Inria (voir ci-dessous), du projet de développement d'un deuxième Jardin de Cocagne à Lomme et de la transformation du site qui permet de payer ses paniers en ligne. Le Jardin de Cocagne de la Haute-Borne a 7 ans et semble véritablement avoir pris son rythme de croisière. ■

Les prémisses de la table de Cocagne ?

Le directeur du Jardin de Cocagne de la Haute-Borne, Jean-Louis Poillion, l'annonce à chaque assemblée générale : une table de Cocagne doit voir le jour. Pour que cela soit autre chose qu'un serpent de mer, il y a sept mois, Xavier Nalpas est devenu directeur délégué à la gestion du Jardin pour s'occuper exclusivement du développement de ce projet. Et cela a porté ses fruits... Un chef a été embauché et il fabrique 70 repas par jour dans une cuisine louée dans la zone de la Plaine. Et depuis plusieurs mois, l'association organise une

restauration en self-service dans les locaux de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) à la Haute-Borne. Frédéric Carette, le responsable : « Nous avons passé un appel d'offres pour notre restauration. Le Jardin de Cocagne y a répondu et on a trouvé l'idée intéressante. C'est du circuit court, avec des produits sains. Bon, une partie de nos chercheurs est plus habituée à la junk-food qu'aux légumes, mais les mentalités vont changer. » Pour le Jardin de Cocagne, est-ce un véritable pas vers la fameuse table ? ■ C. G.



Les chercheurs de l'Inria profitent depuis plusieurs mois des légumes du Jardin de Cocagne.

LE LANCEMENT D'UNE MONNAIE LOCALE

Le site Internet du Jardin de Cocagne de la Haute-Borne permet d'acheter des paniers, mais aussi, aux adhérents d'échanger des services en utilisant une monnaie locale qui a été appelée le Cocagne. « Nous voulons créer une communauté d'intérêt avec des échanges de services entre voisins » a indiqué Xavier Nalpas, le directeur délégué à la gestion. Ce système s'apparente au SEL, ce système d'échange local déjà présent à Villeneuve-d'Ascq depuis plusieurs années.

Inquiètes pour leur avenir, les ruches d'entreprises ont le bourdon

Modèle d'hébergement et d'accompagnement des jeunes entreprises, les douze ruches d'entreprises du Nord sont menacées de disparition. Le Département travaille à leur reprise par les communautés d'agglomération.

PAR JEAN-MARC PETIT
economie@lavoixdunord.fr

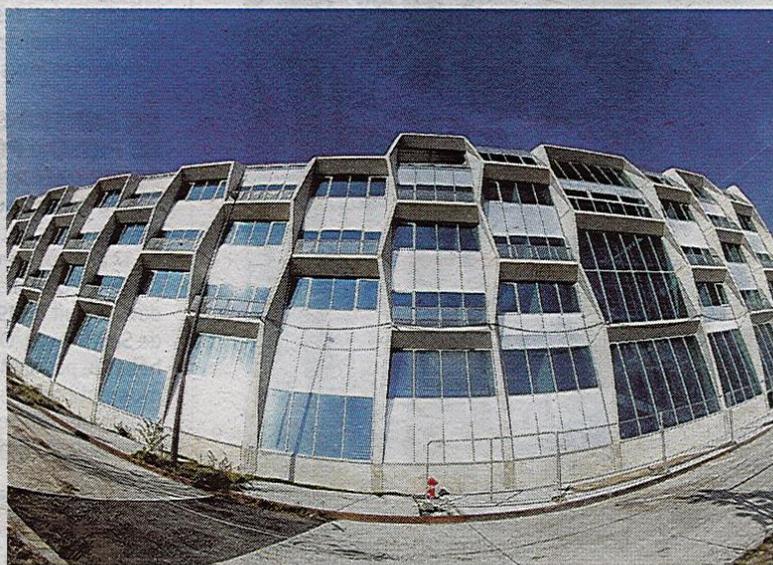
NORD. Créé en 1988 par le Département du Nord, le réseau des ruches d'entreprises reste un modèle, unique en France, d'accompagnement et d'hébergement des jeunes entreprises. Douze ruches sont actuellement en activité dans le Nord, accueillant 280 entreprises (représentant 700 salariés) qui y bénéficient de locaux à loyers modérés, de services mu-

“ J'ai obtenu de la Région une aide de 900 000 euros sur trois ans pour accompagner le personnel en place. ”

CHRISTIAN POIRET

tualisés leur permettant, pendant quatre ans, de développer leur société avant d'aller voler de leurs propres ailes. Des entreprises aujourd'hui connues, comme Ankama (jeux vidéo), Croc'la Vie (restauration bio) ou Recisio (leader français du karaoké) ont débuté en ruche.

Organisé juridiquement sous forme de société publique locale (SPL), à l'actionnariat composé de 8 intercommunalités et du Département du Nord (à hauteur de 51 %), le réseau des Ruches est aujourd'hui au pied du mur. En effet, depuis la loi NOTRE (Nouvelle organisation territoriale) de 2015, les Départements doivent déléguer aux Régions l'action



La ruche d'entreprises dans la zone de l'Union à Tourcoing a été inaugurée il y a tout juste un an. Un investissement de 11 millions d'euros. PHOTO LUDOVIC MAILLARD

économique. Le Nord a obtenu une dérogation exceptionnelle pour gérer les ruches jusqu'au 31 août 2017, date effective de la disparition de la SPL des Ruches du Nord. Le problème, c'est que la Région ne souhaite pas reprendre en charge le réseau (dont la dotation annuelle du département est de 1,6 à 2 millions d'euros).

« Que vont devenir les 42 salariés des 12 ruches, et les 280 entreprises hébergées ? », s'inquiète Yannick Hervé, délégué du personnel. « Cela fait près d'un an que le dossier traîne. »

Après la démission en mars dernier de Guy Bricout, la présidence des Ruches a été reprise par Christian Poiret, premier vice-président du Nord en charge des finances. « Je suis en négociation avec les 8 intercommunalités

concernées pour leur revendre les bâtiments des ruches sur leur territoire et reprendre en charge leur fonctionnement », explique ce dernier. « J'ai obtenu de la Région une aide de 900 000 euros sur trois ans pour accompagner le personnel en place. » Mais quid du siège lillois des ruches (10 salariés), la direction générale disparaissant de fait au 31 août ? Des reclassements seront nécessaires.

Quant aux entreprises hébergées, « elles ne s'apercevront de rien, le fonctionnement des ruches se poursuivra normalement », rassure Christian Poiret. À condition que les aggloms, en quête perpétuelle d'économie, acceptent de reprendre en charge le fonctionnement des ruches. « La volonté des aggloms n'est certainement pas de perdre des entreprises... » ■



Ces entreprises connaissent la musique

Jérôme Dron a mis deux ans pour élaborer Drumistic, plus qu'une batterie virtuelle, une application qui permet de jouer n'importe où avec n'importe quoi. PHOTO P18

Au pays des harmonies, des fanfares et des conservatoires, la musique est aussi affaire d'entreprises. Inventeurs d'instruments, créateurs de logiciels musicaux, distributeurs de chansons, notre région regorge d'entreprises innovantes et performantes, parfois connues dans le monde entier. Partons à la découverte de ces entrepreneurs dont le succès n'est pas hors de portée... musicale.

PAR JEAN-MARC PETIT
economie@lavoixdunord.fr

DRUMISTIC va mener tous les batteurs à la baguette

Gamin, qui ne s'est pas amusé à singer les grands batteurs de rock en tapant sur des coussins, ses genoux ou une table ?

Eh bien maintenant, avec Drumistic, le rêve devient réalité. L'application créée par un jeune passionné lillois permet, grâce à des baguettes connectées, de jouer les Keith Moon (célèbre batteur des Who) et John Bonham (Led Zeppelin) sur sa table de bureau ou les canapés du salon...

« Je joue de la batterie en amateur depuis 15 ans, explique Jérôme Dron, par ailleurs responsable Web et marketing e-commerce dans le civil. Je me suis aperçu des difficultés qu'il y avait à s'enregistrer simplement, à pouvoir répéter n'importe où sans gêner les voisins, ou encore à apprendre à jouer de manière interactive. J'ai donc décidé d'inventer la solution dont je rêvais. »

Il y a deux ans, Jérôme Dron

s'installe donc au sein de l'incubateur Cré'Innov, au parc de la Haute Borne à Villeneuve-d'Ascq, pour développer Drumistic avec deux autres partenaires.

UNE BATTERIE... SANS BATTERIE

Aujourd'hui, l'application est quasi finalisée, et bluffante. On installe des capteurs ultralégers sur des baguettes de batterie (et à ses pieds pour simuler la grosse caisse), que l'on synchronise à une batterie virtuelle sur son smartphone, et le tour est joué...

« Je me suis aperçu des difficultés qu'il y avait à s'enregistrer simplement, à pouvoir répéter n'importe où sans gêner les voisins. »

JÉRÔME DRON

« Drumistic s'adresse aussi bien aux débutants qui veulent s'amuser, qu'aux professionnels qui veulent agrémenter leur batterie de nouveaux effets, et aux étudiants qui peuvent s'enregistrer et prendre des cours n'importe où. » Le batteur du groupe Skip the Use s'est d'ailleurs montré très intéressé par le projet à qui il a amené son expérience.

Après deux années de recherche et développement, l'application Drumistic est prête à 90%. « Reste à optimiser au maximum la précision du son pour pouvoir industrialiser le produit. »

Jérôme Dron vient ainsi de lancer une campagne de financement participatif sur Kickstarter pour pouvoir réaliser l'industrialisation du projet (tout est fabriqué dans la région). Cent mille euros sont à récolter d'ici le 13 mai. Une course de vitesse à mener à grand tempo... ■

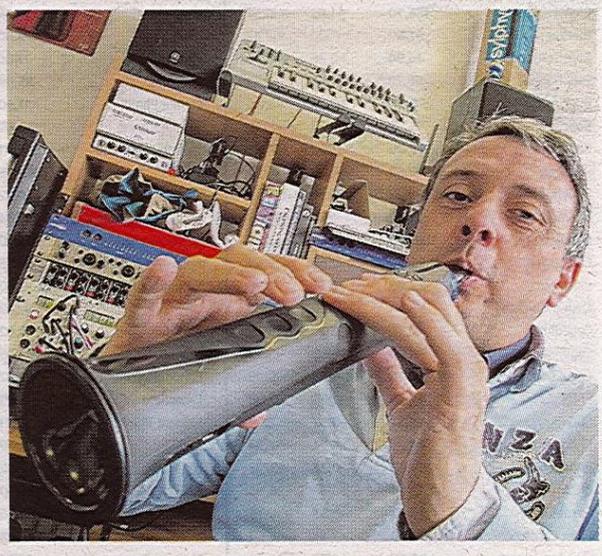
www.kickstarter.com ou www.drumistic.com

SYLPHYO ne manque pas de souffle

Il ne faut pas manquer de souffle pour inventer des instruments de musique. Laurent Pouillard en a fait son entreprise. Cet ingénieur électronicien, clarinettiste amateur à ses heures perdues, a inventé le Sylphyo, un instrument à vent électronique offrant le même plaisir de jeu qu'un instrument acoustique mais permettant d'imiter tous les sons (clarinette, flûte, saxophone et même violoncelle), d'amplifier ou de jouer au casque.

« Je m'étais mis à une époque au synthétiseur. On pouvait imiter les sons, mais je ne retrouvais pas le plaisir, le rapport au souffle, les qualités de nuances que permet une clarinette. » Laurent Pouillard se lance donc dès 1998 dans la création d'un nouvel instrument qui pourrait faire la synthèse entre acoustique et électronique. Il faudra attendre 2012, et les rencontres successives avec Romain Bricout (laboratoire de musicologie de Lille 3) et Ludovic Potier (ingénieur spécialisé dans l'ergonomie et le design des instruments) pour que naisse le Sylphyo. Ayant rejoint en 2015 la ruche d'entreprises du parc de la Haute-Borne à Villeneuve-d'Ascq, Aodyo (la société qui commercialise le Sylphyo) est désormais bien identifiée dans le monde de la musique. L'instrument, qui se joue (presque) aussi facilement qu'une flûte à bec, raccordée à un ordinateur a fait sensation aux salons Musik-Messe à Francfort et Musicora à Paris. *« Le Sylphyo est actuellement vendu dans une centaine de magasins de musique en France, Allemagne et Italie. Tout est fabriqué dans la région, les pièces mécaniques et en plastique à Tourcoing, l'électronique à Béthune, l'assemblage ici même à Villeneuve-d'Ascq. »* Sylphyo n'a plus qu'à conquérir le monde. Et ce n'est pas du vent. ■

www.aodyo.com



L'IFMAS met plus de vert dans la vie et dans les nouveaux produits

Lancé en 2014, l'Institut français des matériaux agrosourcés développe un modèle atypique dans le secteur de la recherche. Une dizaine de brevets devraient avoir été déposés d'ici à la fin de l'année.

PAR VALÉRIE SAUVAGE
economie@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ

L'IFMAS est un OVNI. Il est atypique dans son fonctionnement, d'abord, puisque l'Institut français des matériaux agrosourcés est une entreprise dont l'actionariat est à 50 % public et à 50 % privé. Il est aussi original au regard de ses thèmes de recherche, puisque l'IFMAS travaille à l'élaboration de produits inédits, réalisés à partir de ressources végétales.

« L'association des connaissances du secteur public et des applications du privé nous permettent d'aller plus vite. »

FRANÇOIS TÉNÉGAL, IFMAS

En 2014, la première pierre était posée et on envisageait alors une production de 750 000 tonnes de plastiques agrosourcés dès 2020 (dans l'hypothèse la plus favorable). Trois ans après, où en est-on ? Les premières pistes de recherche ont mené à l'exploration des agents de séchage pour la peinture ou à l'élaboration de résines biosourcées (lire ci-dessous). « L'association des connaissances publiques et des applications du privé nous permet d'aller plus vite. Nous essayons de réduire les étapes avant la mise sur le marché. Nous tentons de trouver plusieurs fonctions pour une même molécule.

Quoi de neuf ?

Voici quelques exemples de projets sur lesquels planche l'IFMAS.
– **Le végétal plutôt que le métal.** On les appelle les siccatifs. Ce sont des agents qui permettent le séchage et le durcissement de la peinture. « Dans la plupart des peintures commercialisées, des métaux lourds sont utilisés, explique François Ténégal, directeur de l'IFMAS. Nous pressentons leur interdiction par la réglementation. Nous avons développé une formulation à base de produits végétaux avec une vitesse de séchage et de durcissement accélérée et qui élimine l'effet jaunâtre parfois obtenu avec les produits biosourcés. »



L'IFMAS est installé sur 2 400 m² à Villeneuve-d'Ascq et compte six plate-formes technologiques remplies d'équipements de pointe. PHOTO RICHARD SOBERKA

Les premiers brevets commencent à être déposés. Nous devrions être à une dizaine de brevets d'ici à la fin de l'année», explique François Ténégal, le directeur de l'IFMAS.

DES START-UP PARTANTES ?

Pour la commercialisation des produits aussi, l'IFMAS veut explorer de nouveaux modèles. « Selon les produits, nous pouvons signer des accords de licence. Nous pouvons aussi envisager de sous-traiter la production et de commercialiser nous-mêmes. Nous pensons également à fabriquer en interne. Nous avons notamment un projet de bâtiment pilote dans les trois à quatre ans. Il pourrait nous permettre de qualifier les prototypes et donc, pourquoi pas, d'assurer des productions. »

François Ténégal voudrait par ailleurs travailler avec des start-up intéressées par les produits mis au point par l'IFMAS. « Nous avons des bureaux où nous pourrions les héberger. Ils pourraient avoir accès à notre plate-forme technologique. L'idée serait de les accompagner jusqu'au lancement de la première production. Nous envisageons d'en héberger une ou deux d'ici à deux ans. »

Le déploiement de l'international engagé fin 2016 doit aussi s'accélérer, notamment en Europe, mais aussi au Canada et aux États-Unis. « Nous avons des projets de partenariat avec plusieurs établissements et nous sommes en train de nous développer en interne sur cet aspect. L'avance que l'on a, il faut la consolider. » ■

85

L'institut dispose d'un budget total de 85 M€ sur dix ans dont 30,6 M€ de dotation publique jusqu'en 2019). L'essentiel de ce budget (75 M€) est dédié à la recherche et développement.

30

L'IFMAS compte 45 salariés et 150 chercheurs impliqués dans plus de 30 projets de recherche et développement.

10

Les premiers brevets ont été déposés. L'IFMAS table sur une dizaine de brevets déposés d'ici à la fin de l'année.

– **Des résines.** L'IFMAS a mis au point des résines polyester 100 % biosourcés et biodégradables. « Le plastique obtenu est très souple, très transparent. Nous allons ajuster la formulation par rapport au contact alimentaire et à l'effet barrière par rapport au gaz et au liquide. »

– **Des débouchés pour les coproduits.** La nouvelle feuille de route prévoit que l'IFMAS se penche sur les coproduits (du bois, du sucre...), toutes ces ressources inexploitées pour l'instant. « Ils pourraient être utilisés dans les cosmétiques, l'emballage, la détergence, le bâtiment ou les transports... » ■

Legrand se branche sur Villeneuve-d'Ascq

Le géant électrique (5 milliards d'euros de chiffre d'affaires) a choisi la zone de la Haute-Borne à Villeneuve-d'Ascq pour y installer sur 600 m² sa nouvelle direction régionale et offrir à ses clients potentiels un espace produits dans un showroom résidentiel, et un centre de formation agréé baptisé Innoval Lille. Des formations métiers y seront dispensées de 1,5 à 5 jours, standard ou sur mesure, en complément des activités du centre historique de formation basé à Limoges.

Inauguration ce jeudi 15 juin à 18 heures, en présence de la direction nationale de l'entreprise

Trois cents postes à pourvoir... mais peu de candidats!

Ce mardi, seule une centaine de candidats a pris part au forum de la relation clients à distance, au complexe Léo-Lagrange. Pourtant, au total, trois cents postes ont été recensés auprès des entreprises participantes.

Par Fanny Saintot

À eux seuls, ils représentent un tiers des postes à pourvoir recensés dans le cadre du forum. Ce poids lourd, c'est Armatiss-LC, centre de relations clients basé à Villeneuve-d'Ascq, et travaillant pour un célèbre fournisseur d'énergie. « *L'été, on a une hausse d'activité, avec beaucoup de déménagements et d'emménagements* », explique Naïma Danoun, responsable de plateau.

Afin de recruter une trentaine de personnes d'ici la semaine prochaine, et une centaine pour la fin de l'année, une réunion

d'information est organisée ce mercredi. « *Plus tôt on les a, mieux c'est, complète Magali Bellot, directrice de site. Mais on ne fait pas non plus de l'abattage.* » Les tests d'aptitude destinés à cerner les compétences en informatique des candidats, ainsi que leurs connaissances en orthographe et en grammaire, seront décisifs.

Les recrutements sont tout aussi urgents chez Acticall, centre de relation clients basé à Wasquehal, qui travaille pour la grande distribution, la banque, la mutuelle... À saisir : une vingtaine de postes pour juillet, en CDD. « *Pas besoin d'avoir bac + 5, assure Sélim Bouzi, chargé de recrutement. On cherche d'abord du savoir-être: le comportement, l'assiduité, la ponctualité et l'exemplarité. Le savoir-faire, c'est nous qui l'apportons.* »



Sélim Bouzi, chargé de recrutement chez Acticall à Wasquehal



Magali Bellot, directrice du site Haute Borne d'Armatiss LC

« *Dans ce secteur, ça recrute en permanence, même en période de crise.* »

Chez Payboost, la filiale factures de Véolia installée en centre-ville, à Tourcoing, les effectifs doivent passer de dix à cinquante d'ici 2018. Concrètement, « *on va gérer 5 milliards d'encaissements par an, explique Omar Elyazidi, le directeur du site. On recherche des gestionnaires, avec des notions de comptabilité. On démarre avec trois mois d'intérim. Si les personnes conviennent parfaitement, on les passe en CDI.* »

Pour autant, la réalité du métier, rémunéré sur la base du SMIC, n'est pas rose. « *Lorsque vous gérez de l'impayé, c'est dur, prévient-il. Soit vous le vivez bien, avec l'empathie. Soit ça vous rebute. Lorsque ça ne matche pas, ça casse très rapidement.* »

Un métier pas fait pour tout le monde

En clair, « *ce n'est pas fait pour tout le monde, confirme Thomas Duthilleul, de la Maison de l'emploi de Villeneuve-d'Ascq, d'autant que le métier évolue sans cesse. Il faut une maîtrise du langage, de l'écrit comme de l'oral, pour répondre aux mails, aux courriers, au téléphone, au tchat et sur les réseaux sociaux.* »

« *Par rapport aux plate-formes offshore, il faut une plus-value, indique Alain Morange, formateur chez Id Formation, à Roubaix. Des gens capables de répondre aussi bien à un agriculteur qu'à un gestionnaire de grands comptes ou un avocat. C'est là qu'on intervient.* » Il recherche six candidats pour une session de 140 heures, plus deux semaines en entreprise, voire plus longue. « *Dans ce secteur, ça recrute en permanence, même en période de crise. C'est un métier extrêmement stressant, vous travaillez dans le bruit. Votre esprit est sans cesse sollicité.* » Il y voit néanmoins un avantage certain : « *La progression de carrière peut être fulgurante. Tous les responsables ont commencé en bas de l'échelle.* »

Réunion collective chez Armatiss-LC, parc de la Haute-Borne à Villeneuve-d'Ascq, ce mercredi 28 juin à 14 h 30. Renseignements au 05 49 11 45 73. ID Formation, 42, rue des Fabricants à Roubaix. Tél. : 03 20 01 04 60.

Pourquoi si peu d'affluence?

Pas de bousculade ni de file interminable au complexe Léo-Lagrange ce mardi, les entreprises attendant de pied ferme les candidats. Au total, une centaine de personnes pour un salon d'envergure métropolitaine.

Du côté des organisateurs du forum, la déception est réelle et l'incompréhension domine. « *L'information a été diffusée sur tous les réseaux sociaux, commente une responsable du dispositif à la Maison de l'emploi Tourcoing-Lys. Tous les partenaires ont été prévenus. Pôle Emploi a envoyé plus de 1 000 SMS.* »

À l'image des recruteurs que nous avons rencontrés, qui ont tout de même croisé des « *profils intéressants* », elle préfère positiver, car de ce fait, « *ce n'est pas un job dating mais un vrai entretien d'embauche. Est-ce qu'il vaut mieux plein de monde ou de la qualité ? Cela donne aux exposants la possibilité d'expliquer les nouveaux métiers.* »

« Un secteur compliqué »

Pourquoi une telle désaffection ? « *C'est un secteur compliqué, malgré les possibilités d'embauche et d'évolution. Les a priori liés au turn-over persistent.* » La date de ce forum, qui se tient d'ordinaire en avril, est sans doute aussi en cause, à l'approche des vacances. Même si pour les entreprises, le calendrier est parfait, en prévision des congés et des recrutements prévus à la rentrée.

Le forum emploi aurait-il atteint ses limites ? Pôle Emploi réfléchit en tout cas à un e-salon, avec des rendez-vous par téléphone ou par vidéo.

À Tourcoing, le prochain forum emploi généraliste Adopte un job se tiendra au complexe Léo-Lagrange le 5 octobre.

Babycity, la crèche bilingue de la Haute Borne, a enfin atteint ses objectifs

Ne l'appellez plus My Little Garden, mais Baby City ! En moins de deux ans, la crèche bilingue villeneuvoise, située dans le quartier de la Haute Borne, a enrichi ses services. Bonne nouvelle : des places sont encore disponibles.



Naomie, la petite fille d'Emeline Abate, la gérante, était la première locataire de la crèche bilingue de la Haute Borne.

PAR SABRINA KHELIL
villeneuedascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCO.

Depuis son ouverture au printemps 2016, la crèche bilingue (français et anglais) installée à la Haute Borne a procédé à quelques ajustements. La structure dispose désormais d'une capacité d'accueil de vingt-huit enfants contre dix à ses débuts. Dès la rentrée, deux nouvelles animatrices devaient également rejoindre les effectifs. « Les trois personnes avec qui je travaille sont bilingues mais celles-ci auront la particularité d'être natives de pays anglo-saxons », précise Emeline Abate, la gérante. La jeune femme, originaire de

Lorraine, a eu l'idée d'ouvrir un établissement bilingue lors de sa première grossesse, déçue de ne pas avoir trouvé d'espace adapté pour son enfant. « A ma grande

“ La structure dispose désormais d'une capacité d'accueil de vingt-huit enfants, contre dix à ses débuts. ”

surprise, j'ai réalisé qu'il n'y avait pas grand-chose dans la région lilloise », confiait-elle alors dans nos colonnes. Cette obsession pour la langue de Shakespeare, Emeline Abate l'a développée quelques années plus tôt, lors d'un séjour de

six mois en Angleterre. « J'ai découvert à quel point j'avais des lacunes. Je me suis alors dit que le jour où j'aurais des enfants, je ferai tout pour que la langue ne soit pas un obstacle à leur mobilité. »

Pour intégrer Baby City, aucun critère linguistique n'est requis. Seule exigence : que chaque enfant, entre deux mois et demi et quatre ans, ait un carnet de vaccination à jour. Quant à la pédagogie appliquée, la crèche multi-accueil mise avant tout sur la bienveillance. « Mais si l'enfant évolue dans un environnement particulier type Montessori, nous maintenons le lien. » Vous rêvez de voir votre petit bout adopter un accent « so british » ? Faites vite, il ne reste plus que six places. ■

Infos sur www.babycity.fr, 09.66.82.49.38 et 07.86.84.71.32

TOUJOURS L'INQUIÉTUDE DANS LES RUCHES D'ENTREPRISES DU NORD

NORD. L'inquiétude n'est toujours pas levée pour les 12 ruches d'entreprises du Nord et leurs 42 salariés. On sait que le Département du Nord, jusque-là gestionnaire, cherche à transférer aux communautés d'agglomération la gestion des ruches, qui hébergent actuellement 280 entreprises. Selon Yannick Hervé, délégué du personnel des ruches, à part la Métropole européenne de Lille, qui a assuré la reprise des quatre ruches de son territoire, aucune aggro n'a encore signé le rachat des bâtiments. Denain a déjà fait savoir qu'elle ne souhaitait pas reprendre le bâtiment en l'état, et Maubeuge est encore en négociation. Du côté du personnel, mis à part sept fonctionnaires qui ont pu être reclassés, aucune proposition n'a été faite aux 35 autres, dont le licenciement devrait intervenir au 30 septembre. « *Le plus regrettable, c'est que nous n'avons aucune information de la part du Département* » s'inquiète Yannick Hervé.

Inodesign a plus d'un tour de cartes électroniques dans sa manche

Une levée de fonds de 500 000 euros. Un chiffre d'affaires qui devrait plus que doubler cette année. Les cartes électroniques d'Inodesign tournent bien sur le circuit... imprimé.

PAR VALÉRIE SAUVAGE
economie@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. Les cartes électroniques sortent le grand jeu à la faveur du développement des objets connectés. Entre autres. Prenez les cartes de la société villeneuvoise Inodesign. On les retrouve dans le dos des footballeurs ou des rugbyemen, qui mesurent tout un tas de constantes pendant les entraînements. Elles sont aussi dans le Phontonic, distribué par Boulanger, un instrument de musique connecté – il suffit de placer le capteur dans sa chaussette (par exemple !) et de danser pour créer de la musique. Les cartes d'Inodesign sont aussi en test dans les ruches d'abeilles de Google aux États-Unis pour surveiller différents paramètres...

Les vents porteurs et le souffle enthousiaste de Michael Coronado poussent Inodesign dans une bonne direction. Le chiffre d'affaires



Inodesign, qui vient de déménager dans des locaux à Villeneuve-d'Ascq, fabrique sur place les prototypes de cartes électroniques et les préséries. PHOTO « LA VOIX »

fares de 500 000 € en 2016 a été égalé sur la seule période février-juillet 2017. Et en 2018, c'est un CA de plus de 1,5 million qui est attendu. Inodesign compte 13 personnes. Deux autres devraient être recrutées d'ici à la fin de l'année avant des embauches en 2018. Une récente levée de fonds de 500 000 € doit permettre d'accélérer encore.

Ça va vite. « Quand j'ai commencé à travailler dans un bureau d'études alors que j'étais étudiant, j'avais dit à mon patron que je prendrais sa place. Aujourd'hui, j'ai créé mon entreprise et je l'ai recruté. » Michael Coronado, 33 ans, est un homme pressé. C'est aussi un fou d'électronique à laquelle il s'est formé seul avant de décrocher un BTS électronique et un diplôme d'ingénieur en automatique. En 2010, alors que le bureau d'études dans lequel il travaillait avait été racheté, il se lance comme autoentrepreneur. Deux ans après, il quitte son emploi et crée Inodesign pour répondre à une demande croissante. « Pour se différencier des

autres bureaux d'études, il a fallu raccourcir les délais. » À la faveur d'importants investissements, l'entreprise est capable de prendre en charge la conception des cartes jusqu'à la production en présérie en passant par le prototypage. Tout est réalisé sur place, dans le nouvel atelier villeneuvois où

« Nous pouvons limiter les interventions humaines et ainsi limiter l'écart de prix entre la France et l'Asie. »

MICHAEL CORONADO, INODESIGN

vient de déménager la société. « Les séries plus importantes sont réalisées en France, notamment chez Eiffage à Verquin (Béthunois). Si le dossier est bien réalisé, nous pouvons parvenir à limiter les interventions humaines et ainsi limiter l'écart de prix entre la France et l'Asie. » Un travail de précision. ■

www.inodesign.fr

Villeneuve-d'Ascq parmi les « villes les plus dynamiques » de France, Calais dernière du classement

Le Figaro a établi un classement des villes de plus de 50 000 habitants les plus dynamiques de France. Taux de chômage, jeunesse de la population, vitalité des entreprises, écoles... De nombreux critères socio-économiques ont été passés au peigne fin. Six villes du Nord-Pas-de-Calais apparaissent dans ce classement.

Par E. G.

La première commune du Nord-Pas-de-Calais à apparaître dans le classement du Figaro des villes les plus dynamiques de France est **Villeneuve-d'Ascq**. Elle se classe en **6e position**.

Pour établir ce classement, dédié à la **vitalité économique des villes de plus de 50 000 habitants en France** métropolitaine, de nombreux **critères socio-économiques** ont été pris en compte.

« Nous avons mesuré leur dynamisme démographique, la santé des entreprises et du marché du travail local, le niveau d'infrastructures et de services proposés, ainsi que le niveau de vie moyen de la population, pour chacune des 113 agglomérations étudiées », précise Le Figaro. Le classement se fonde donc sur des critères très variés : taux de logements vacants, taux d'accroissement de la population, nombre de créations d'entreprises, taux de brevets déposés à l'INPI, taux de chômage, salaire net horaire moyen, taux de pauvreté, mais aussi couverture 4G, densité des écoles maternelles et primaires, nombre de bureaux de Poste...

Les autres villes nordistes apparaissent bien plus bas dans le classement : Lille en **59e position**, Tourcoing en **72e position**, Dunkerque en **90e position**, Roubaix en **109e position** et Calais en queue de peloton à la **113e place**.

Villeneuve d'Ascq, « un cas particulier »

Si les villes qui affichent la meilleure vitalité économique se concentrent en Île-de-France, **Villeneuve-d'Ascq tire son épingle du jeu**. Il s'agit même d'un « *cas particulier* » selon Le Figaro. Elle fait partie des deux villes de province de plus de 50 000 habitants présentes dans le top 10. Comment expliquer ce bon classement ? Sa **proximité avec Lille** est l'un des éléments mis en avant, Villeneuve-d'Ascq bénéficiant ainsi de l'influence de la métropole, de l'aéroport et de ses universités.

« Villeneuve-d'Ascq, riche de nombreux sièges sociaux et de pôles de recherche réputés, frôle les sommets pour plusieurs critères, avec un taux de logements vacants très bas (3,29 %) et une forte densité d'écoles maternelles et primaires (7,67 pour 10 000 habitants) », souligne Le Figaro. Villeneuve-d'Ascq est même la ville qui rassemble le plus grand nombre d'étudiants par rapport à sa population (64,83 étudiants pour 100 habitants).

Calais, dernière du classement

« Calais cumule les mauvais scores dans les indicateurs que nous avons pris en compte », explique Le Figaro. Sa croissance démographique est négative (-3,07%), le taux de chômage le plus haut des villes du classement (15,90 %), la part de population diplômée du bac est plus faible qu'ailleurs. Il y a aussi « un taux très bas de survie des entreprises à 5 ans, aucun brevet déposé par ses entreprises en 2015, une faible densité des services de la Poste, et un niveau de vie plus bas ». Autant de catégories pour lesquelles Calais est classée parmi les dix plus mauvais élèves.



Villeneuve d'Ascq est la ville qui rassemble le plus grand nombre d'étudiants par rapport à sa population. Ici, l'université de Lille 3, située à Villeneuve d'Ascq.
PHOTO BAZIZ CHIBANE

L'apprentissage catholique fusionne et s'installe à la Haute-Borne

Les centres de formation par apprentissage de l'enseignement technique catholique s'adaptent à la nouvelle organisation du territoire de la République. Les centres du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie fusionnent pour mieux dialoguer avec leur interlocuteur privilégié, la Région Hauts-de-France.

PAR FRANCK BAZIN
villeneuveascq@lavoixnord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ.

L'enseignement technique catholique par apprentissage, hors agriculture, dépendait, pour la Picardie, du centre de formation par apprentissage (CEFA) Jean-Bosco d'Amiens et, pour le Nord-Pas-de-Calais, du CEFA Saint-Louis d'Armentières.

Les Régions étant les principaux partenaires de l'apprentissage, il fallait s'adapter au nouveau découpage des territoires. Ce sera effectif dès cette rentrée, avec le rapprochement des deux CEFA. Dans un premier temps, ils passent sous une direction unique. Jean-François Desbonnet, directeur à Armentières, prend la tête de la nouvelle structure.

En janvier 2018, les Unités de formations par apprentissage

(UEFA) nordistes et picardes fusionneront. Le nom n'est pas encore officiellement choisi mais le nom de Jean Bosco devrait rester, celui-ci étant le saint patron des apprentis.

La nouvelle direction, une dizaine de personnes, s'installera dans des locaux du parc d'activité de la Haute-Borne, à Villeneuve-d'Ascq, en novembre ou décembre. Pour préparer ces changements, directeurs et ad-

“ Les Régions étant les principaux partenaires de l'apprentissage, il fallait s'adapter au nouveau découpage.”

joins de toutes les UEFA ont été conviés à une journée d'intégration dans une structure de loisirs villeneuvoise. ■



Les équipes picardes et nordistes lors de la journée d'intégration dans équipement de loisirs villeneuvois. REPRO LA VOIX

Vingt-sept unités

Le nouveau CEFA catholique régional réunira les 18 UEFA du Nord - Pas-de-Calais et les 9 de Picardie.

On compte actuellement 1 353 apprentis nordistes et 222 Picards.

DE TRÈS NOMBREUX MÉTIERS

De très nombreux métiers sont enseignés au sein de cette filière, qu'il s'agisse des métiers du bâtiment, de ceux de la petite enfance et, plus généralement, des soins à la personne, de l'hôtellerie-

rie-restauration, du commerce, de l'aéronautique...

Par exemple, l'UEFA du lycée Ozanam, rue Saint-Gabriel à Lille, propose un BTS études et économie de la construction et un CAP constructeur bois.

Jean-François Desbonnet (notre photo), le nouveau directeur, ambitionne, grâce à la nouvelle organisation, de « devenir un acteur au service du territoire, un artisan de l'apprentissage et des apprentissages de la vie ». ■

En savoir plus : www.cfainstlouis.fr.

“ Devenir un artisan de l'apprentissage et des apprentissages de la vie.”

JEAN-FRANÇOIS DESBONNET

Nouvelle intrusion des gens du voyage : le maire ulcéré



Intrusions des gens
du voyage : Gérard Caudron
voit rouge

Les gens du voyage se sont installés dans le quartier de la Haute-Borne. Après être arrivés en début de semaine dernière à la Cité scientifique, ils se sont déplacés, dimanche, sur un espace vert du quartier de la Haute-Borne.

VILLENEUVE-D'ASCQ.

Cette nouvelle intrusion a déclenché le courroux de Gérard Caudron, le maire de Villeneuve-d'Ascq : « Ce site avait pourtant été sécurisé par nos soins mais peu importe, ils ont, de fait, tous les droits et aucun devoir, ni respect des biens publics. La procédure a été lancée dès ce lundi matin mais dès dimanche soir nous avons interpellé le cabinet du préfet. » Le maire a demandé au préfet pourquoi les villes de plus de 5 000 habitants ne respectant pas la loi Besson (relative à l'accueil des nomades)

“ Nous exigeons du préfet une solution pérenne interdisant la moindre installation sur notre ville. ”

GÉRARD CAUDRON

ne soient pas obligées de construire une aire d'accueil ? Au passage, il rappelle que les coûts de ces dégradations reviennent dans la plupart des cas à la collectivité.

« Ce lundi matin, le comble a été de recevoir l'arrêté d'évacuation de ces gens du voyage de la Cité scienti-



Les gens du voyage s'installent très régulièrement sur le site de la Haute-Borne, alors que la commune dispose d'une aire d'accueil.

fique... alors qu'ils viennent de quitter les lieux pour la Haute-Borne tout à côté. Et le plus scandaleux, ces personnes déplaçaient et détérioraient encore nos installations car le passage ne leur convenait pas. On se moque de qui ? Et qui se moque de nous en dehors de ces individus ? », poursuit le maire.

Les services de la police municipale étaient sur place. Les rochers déplacés seront réinstallés.

« Nous comptons maintenant sur une évacuation très rapide pour le bien des habitants et des entreprises de la Haute-Borne dont c'est le droit de vivre sans ces désordres insupportables et nous exigeons du préfet une solution pérenne interdisant la moindre installation sur notre ville. Une ville qui a été, nous le rappelons, la première à avoir une aire installée conformément à la loi », conclut Gérard Caudron. ■ F. FL.

L'acte de naissance de l'Université de Lille bientôt publié

On en serait presque étonné, mais l'Université de Lille n'existe pas encore. Du moins pas officiellement.

Par Laurent Decotte



Jean-Christophe Camart devrait devenir le premier président de l'Université de Lille.
PHOTO PIERRE LE MASSON

Voilà quelques années que le projet de fusion est en cours, que le visuel existe, que les présidents s'efforcent de ne plus dire « Lille 1 », « Lille 2 » et « Lille 3 » mais « Université de Lille », avec une conférence de rentrée chaque année.

Mais nous n'étions que dans le processus. Celui-ci arrive à son terme et le décret gouvernemental actant la naissance de l'Université de Lille et l'enterrement des Lille 1, Lille 2 et Lille 3 est attendu de façon imminente. Et il prendra effet au 1er janvier.

Un président

Ce lundi, à l'occasion de la conférence de presse de rentrée, le charismatique président de Lille 2, Xavier Vandendriessche, a annoncé, entouré de ses deux homologues, qu'ils s'étaient accordés sur une candidature unique, celle de l'actuel président de Lille 1 (Cité scientifique) Jean-Christophe Camart. Sauf grosse surprise, l'ex directeur de Polytech Lille (2008-2013) devrait, devenir à 54 ans le premier président de l'Université de Lille à l'issue d'élections en décembre.

Il prendra la tête d'un mastodonte de 67 000 étudiants, 700 millions d'euros de budget et près de 7 000 salariés. Soit le deuxième employeur public au nord de Paris derrière le CHRU.

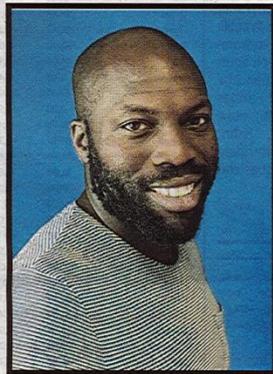
Créer son entreprise vaut bien une belle récompense

L'indispensable réseau d'accompagnement des créateurs d'entreprises Entreprendre Nord vient de récompenser 50 lauréats de 32 nouvelles sociétés régionales. Les prêts d'honneur sont une chose, la capacité à armer les jeunes entrepreneurs en est une autre. Avec le succès en ligne de mire.

PAR YANNICK BOUCHER

Grand Playground, concepts stores

LILLE. Luc Tonye s'est associé à Serge et Éric Aberi Moska pour permettre l'implantation de magasins éphémères dans les centres commerciaux ou en centre-ville. Le Grand Playground est un concept store où les marques occupent un espace à géométrie variable, pouvant y vendre leurs produits ou y créer un événement. L'expérience fut concluante dans les Galeries Lafayette lilloises sur 850 m², avant leur fermeture il y a deux ans. « *Le commerce change, le web séquence les périodes d'achats et de vente* », dit-il. Les endroits passants sont très chers, il faut pouvoir rentabiliser un espace. Les trois amis prennent tout en charge, se rémunèrent par location ou commissions sur les ventes. Présents à Marseille et à Cagnes-sur-Mer, ils attendent Lille et Lyon l'an prochain. ■



“ La bonne idée d'engager des chefs d'entreprise expérimentés pour soutenir des créateurs en les accompagnant bénévolement existe depuis plus de trente ans dans le réseau Entreprendre Nord ”

SÉBASTIEN BREMER, PRÉSIDENT

Valeurs et valeur, ressources engagées

LILLE. Amélie Fenzy n'a pas froid aux yeux. Cette Picarde formée à Skema-Lille entend bien capitaliser sur son expérience chez Danone ou au sein de l'ancien cabinet conseil en ressources humaines Exactitude (Lille) pour imposer son mantra : « *l'accompagnement dans un monde en mouvement* ». Son nouveau cabinet du Mutualab de la rue Jeanne d'Arc mobilise 8 salariés dans les problématiques d'engagements dans les entreprises afin, dit-elle, « *d'apporter durablement du bien-être aux collaborateurs* ». L'air du temps... Amélie Fenzy a questionné les enjeux de la souffrance au travail et intervient sur la remise en responsabilité. Chez les salariés, chez leurs employeurs. Elle espère atteindre un effectif de 70 personnes en huit ans, s'est déjà délocalisée à Aix-en-Provence en attendant Bruxelles et Paris. ■



ConsultVox, la e-démocratie

VILLENEUVE-D'ASCQ. Cédric Devassine et Rémi de Saint-Aubert se présentent comme des « *spécialistes de la e-démocratie et de la e-consultation* ». Les deux jeunes Lillois ont imaginé une plateforme personnalisable de consultation en ligne du public. Les collectivités, les entreprises et les associations sont en mesure de pouvoir consulter leurs usagers ou salariés. Leur idée s'applique partout où il est utile d'interroger son public, pour tout type de consultation interne ou externe, sur un budget variant de 4 à 20 000 € par an en fonction du niveau de prise en charge, totale ou partielle, de la consultation. « *Notre plateforme se veut neutre, indépendante et transparente* », expliquent les créateurs. La transformation digitale des entreprises constitue une aubaine pour intégrer des communautés,



comme le développement des projets d'urbanisme dans les territoires. ConsultVox espère faire travailler 17 salariés en 2020. ■

LE RÉSEAU ENTREPRENDRE NORD

Les 50 lauréats mis à l'honneur cette année ont créé ou repris 32 entreprises régionales. Soit à trois ans l'équivalent d'un effectif de plus de 665 emplois. Le réseau porte cinq associations dans les Hauts-de-France dont quatre sur la Côte d'Opale, le Nord (métropole), le Hainaut et l'Artois. Au total, cela représente 1 300 projets lauréats, 75 de plus chaque année pour un taux de pérennité de 86 % à cinq ans. Beau score ! Le réseau a fait ses calculs : 25 000 emplois créés ou sauvegardés en région depuis sa création, 14 emplois créés par entreprise à 5 ans et 2 M€ de prêts d'honneur accordés chaque année.

Ellasweet, le sport des femmes

LECELLES. Anne Larcanché aime le sport jusqu'à en faire sa passion entrepreneuriale. Elle crée Ellasweet avec Marie Léonhardt pour lancer une marque de vêtements sportifs pour les femmes, la technicité des matériaux (clé d'entrée des gammes par exemple de Decathlon) ne devant pas faire l'économie de la mode. « *Se sentir belle en pratiquant son sport est source de mieux-être* », affirme-t-elle. Ses moyennes-haut de gammes sont disponibles sur son site Internet et sur celui de La Redoute, ainsi que sur Place des tendances, le market place du groupe Le Printemps. Et ça marche : 10 000 pièces par an, quatre fois plus espérées l'an prochain, un effectif de quatre personnes qui devrait tripler à trois ans. Anne et Marie font intervenir des moniteurs de yoga, Pilates ou de course à pied pour dégager un chiffre d'affaires de 2 M€ à trois ans, contre 400 000 € aujourd'hui. ■



Bonne qualité de l'air dans la région, et si seulement c'était possible ?

L'air du Nord - Pas-de-Calais est l'un des moins respirables de France mais des solutions existent pour améliorer la situation et moins subir les pics de pollution atmosphérique. Focus sur le transport routier souvent accusé de trop polluer et sur les trajets domicile-travail. Question de comportements.

PAR YANNICK BOUCHER
yboucher@lavoixdunord.fr

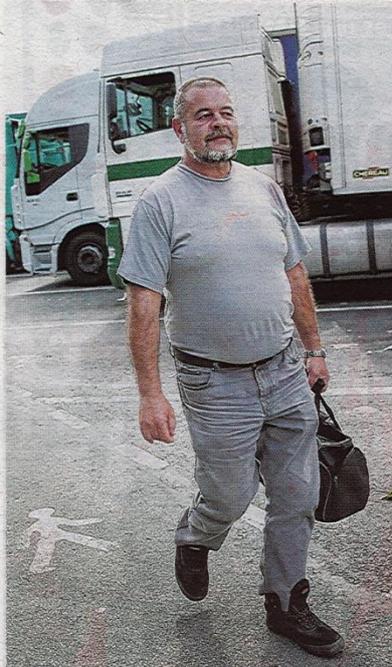
RÉGION. D'abord dire les choses clairement avec Héléne Devillers, directrice d'ATMO, l'agence régionale de surveillance de la qualité de l'air : « On constate une légère amélioration depuis dix ans. Les émissions de particules fines (souvent liées au diesel) ont par exemple diminué de 30 %, c'est une bonne nouvelle ». Autant positiver, on revient de très loin. On sait les objections lilloises de Nord Écologie Conseil dénonçant l'absence de mesures des particules les plus fines, les plus dangereuses et en

« On constate une légère amélioration de la qualité de l'air depuis bientôt dix ans »

HÉLÈNE DEVILLERS (ATMO)

ligne de mire. « l'immobilisme du préfet qui ne prend pas la mesure de l'urgence sanitaire ». Un préfet qui, peut-être en guise de réponse, organisa hier matin à la chambre de commerce et d'industrie régionale un séminaire sur la qualité de l'air dans les transports afin de mettre en valeur les bonnes pratiques.

À commencer par le transport routier, souvent stigmatisé. Entre 2008 et 2012 d'après ATMO, les émissions liées au fret routier ont



Certains routiers et certains particuliers covoiturés font des efforts. Exemples à suivre. PHOTOS ARCHIVES LA VOIX

diminué de 17 % pour l'oxyde d'azote, de 6 % pour les particules fines PM 10, de 12 % pour les plus fines (PM 2,5), de 37 % pour le dioxyde de soufre alors que le dioxyde d'azote a bondi de 17 %

dans le chauffage résidentiel. C'est un message : les filières économiques font souvent plus d'efforts que les particuliers, que vous et moi. « On ne se voile pas la face, admet le dirigeant de Load à Les-

quin, 50 semi-remorques pour livrer de l'électroménager en région parisienne. Notre intérêt est surtout financier. Le poste carburant est le plus lourd avec 25 % des charges (50 % pour payer la person-

nel) ». Mais les résultats sont réels : 70 % de sa flotte est en label Euro 6, une motorisation qui permet une baisse des rejets d'oxyde d'azote de 97 % par rapport à 1990. Depuis 2013, c'est 5 % de CO₂ en moins par kilomètre parcouru et l'écoconduite est évaluée pour établir les primes d'intéressement des chauffeurs. Chez Depaeuw à Lille, Lens et Dunkerque, c'est 85 % d'oxyde d'azote en moins et l'écoconduite permet de réduire la consommation de 10 %. Une charte « objectif CO₂ » est pilotée par l'agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME) : 117 entreprises engagées dans les Hauts-de-France, 31 000 tonnes de CO₂ en moins, 8 500 chauffeurs formés à l'écoconduite, 10 millions de litres de gasoil évités.

HARO SUR LA VOITURE SOLO

En revanche, ça pêche encore trop chez les particuliers. Le covoiturage est la première chose à faire pour réduire la pollution. Avec 117 personnes dans 100 voitures, on peut mieux faire. Il suffirait de passer de 1,1 passager par voiture à 1,3 pour sentir une vraie différence. Comme on attend l'essor des plans de déplacements entreprises pour mettre moins de salariés sur les routes : 30 en démarrages sur les 64 sites de plus de 250 collaborateurs assujettis à la mise en place de ces plans rendus obligatoires par la loi. C'est une urgence, notre région est la seule en France à faire l'objet d'un plan de protection de l'atmosphère sur l'ensemble de son territoire. ■

Atmosphère, atmosphère, notre air intérieur dix fois plus pollué

VILLENEUVE-D'ASCQ. Saviez-vous que l'air dans une pièce close est cinq à dix fois plus pollué que l'air extérieur ? Nos maisons et appartements, nos bureaux, les classes d'école, sont des nids à acariens (tapis, moquettes), poussières (ordinateurs, ventilation), composés organiques volatiles (sprays, bougies parfumées), monoxyde de carbone (chauffage). Selon l'OMS, 7 millions de décès dans le monde sont liés à la pollution de l'air, dont 4,3 millions liés à la pollution de l'air intérieur. Effrayant ? Pas de panique. Une aération quotidienne des pièces, le choix de bons produits d'entretien, de peintures sans plomb, de pièces ni trop chauffées ni trop

humides permettent déjà d'assainir nos atmosphères. Dans les entreprises, il est conseillé de faire le ménage plutôt le soir qu'en matinée, pour que les particules des produits nettoyants n'entrent pas en contact avec les salariés.

UNE STATION CONNECTÉE

Mais comment savoir si nous vivons dans une atmosphère polluée ? Étudiants en chimie de l'atmosphère et environnementale à Lille 1, Charles Corniolle et Lamia Mialet ont créé Cozy Air en 2014. Une station connectée de surveillance de la qualité de l'air intérieur, qui permet d'avoir en temps réel un suivi précis des teneurs en polluants d'une pièce, et d'agir en conséquence. Cozy Air

est devenue en février dernier une entreprise à part entière, installée au sein du village créatif de Villeneuve-d'Ascq.

« Nous réalisons un audit qualité de l'air et des paramètres de confort des pièces grâce à notre station connectée et ses sept microcapteurs indépendants, nous réalisons un suivi sur plusieurs mois, pour ensuite proposer des plans d'actions », explique Lamia Mialet. Une entreprise fabricant des imprimantes 3D, un réseau de crèches font déjà appel aux services de la jeune entreprise. « Améliorer la qualité de l'air dans un bureau peut faire diminuer de 10 à 20 % l'absentéisme pour cause de maladies ou d'allergies, et augmenter d'autant la productivité ». ■ J.-M. PETIT



Charles Corniolle et Lamia Mialet ont créé Cozy Air, une station connectée qui surveille la qualité de l'air intérieur en entreprise, crèche, collectivités... PHOTO LA VOIX

Souvent jugée inefficace, l'homéopathie serait-elle néfaste ?

FRANCE. Accuser l'homéopathie d'inefficacité n'est pas une première. Mais le Conseil scientifique des Académies des sciences européennes (EASAC) est allé bien plus loin fin septembre, en pointant des effets potentiellement nocifs. Comment ? « En re-

tardant la consultation d'un médecin (...) et en fragilisant la confiance des patients (...) envers la démarche scientifique fondée sur les preuves », écrit l'organisation, consultée pour établir les politiques européennes de santé. Car, pour l'EASAC, « il n'existe (...) aucune

preuve, scientifiquement établie et reproductible, de l'efficacité des produits homéopathiques – même s'il y a parfois un effet placebo ». Conséquence : les scientifiques recommandent leur déremboursement dans les pays où leur coût est partiellement pris en charge, comme la France.



L'efficacité de l'homéopathie est régulièrement remise en cause. PHOTO ARCHIVES PIERRE LE MASSON

BOIRON RÉPLIQUE

Un coup de poignard pour le leader mondial de l'homéopathie, le Français Boiron, qui a répliqué cette semaine en présentant les résultats d'une vaste étude réalisée entre 2005 et 2012, certes lancée à la demande des autorités de santé, mais financée par le laboratoire. Faute de pouvoir répondre à la lancinante question de l'efficacité de l'homéopathie, elle tente d'évaluer son intérêt pour les politiques de santé publique.

Sur trois indications (infections des voies aériennes supérieures, douleurs musculo-squelettiques et troubles anxio-dépressifs et du sommeil), elle montre que les patients soignés par homéopathie présentent la même évolution clinique et le même taux de complications que les patients soignés de manière conventionnelle. Qui croire ? ■ M. GHU

Immobilier de bureaux : la place lilloise bat tous les records

La métropole lilloise est désormais le deuxième marché de province en matière d'immobilier de bureaux, talonnant de très près Lyon. En 2016, 225 246 m² de bureaux ont été vendus. Un record qui n'est pas près de s'arrêter...



PAR JEAN-MARC PETIT
 economie@lavoixdunord.fr

MÉTROPOLE LILLOISE.

Pour qui emprunte le périphérique lillois, il ne fait aucun doute que les grues sont de retour. Aux abords d'Euralille, à l'entrée du Grand Boulevard, mais également près de la gare Lille-Flandre, ou un peu plus loin dans la métropole, sur la zone de la Pilaterie ou près du Grand Stade à Villeneuve-d'Ascq, le béton coule à nouveau à profusion.

95 % en métropole. La métropole lilloise, c'est 95 % de la construction tertiaire de la région. Et l'attrait de la capitale des Flandres ne semble jamais avoir été aussi fort. En 2016, 225 246 m² de bureaux ont été vendus, c'est 40 % supérieur à la moyenne des cinq ans précédents. Nous talonnons de très près le marché lyonnais, éternel challenger. Mais surtout, nous avons encore du foncier disponible, à des prix encore attractifs.

« Nous avons incontestablement passé un palier, constate Hugues Laffineur, du cabinet Tostain & Laffineur. Et je ne vois pas pourquoi il baisserait. » Au troisième trimestre 2017, 130 000 m² ont déjà été vendus (contre 115 000 m² en 2016 à la même époque) : immeuble Comex près de la gare Lille-Flandre où va s'installer la Société

Générale, Cap Gemini qui prend 8 500 m² à Euratechnologies, Roquette qui va investir 6 500 m² d'un nouveau bâtiment à l'entrée de La Madeleine, Auchan Retail International qui s'installe à la Haute Borne sur 6 000 m². Orange qui construit son futur siège près du Grand Stade...

La nouvelle donne d'Euralille. À Euralille, le long du périphérique, l'immeuble Ekla (18 000 m²) est en plein chantier. Comme le Swam face au centre commercial. D'ici un an, devrait commencer à sortir de terre le ShAke, 30 000 m² à l'entrée du périphérique où s'installera la Caisse d'Épargne. Et si Lille est choisi pour l'Agence européenne des médicaments ce sera le jackpot

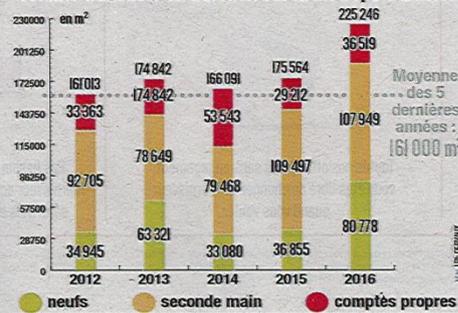
avec à nouveau 30 000 m² entre le conseil régional et le Zénith. Sans oublier ce qui pourra se libérer du côté de la gare Saint-Sauveur...

Les Prés-Pilaterie en devenir. Un autre secteur en plein développement est celui des Prés-La Pilaterie entre Villeneuve-d'Ascq, Mons-en-Barœul et Marcq-en-Barœul. La vénérable zone industrielle voit arriver des équipements « high-tech », comme les Jardins d'eau (qui vont accueillir les sièges de Kiloutou et Daxon), et Sopra et Nord-Net ont rejoint le secteur. Sept projets d'aménagements sont en cours dans ce périmètre à portée de métro. L'explosion tertiaire de la métropole lilloise est loin d'être achevée... ■



De part et d'autre du périphérique : Ekla et son mix de bureaux et logements sera prêt en fin d'année. En 2020, l'impressionnant ShAke accueillera entre autres le siège de la Caisse d'Épargne. Ci-dessous, au Romarin, Roquette va installer sa direction générale. PHOTOS PASCAL BONNIÈRE

Volume transacté en bureaux sur la Métropole Lilloise



Moulins d'Ascq veut faire mousser les initiatives bio et régionales

Depuis dix-huit ans, Moulins d'Ascq trace son chemin dans le petit monde des brasseries artisanales, sans jamais se détourner de son credo originel : du bio, rien que du bio. Pas étonnant, dès lors, qu'on retrouve ses deux co-gérants en soutien d'un projet de création d'une houblonnière bio et régionale.

PAR OLIVIER HENNION
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE D'ASCQ. Les belles convictions se heurtent parfois cruellement à la réalité : Mathieu Lepoutre et Alban Decoster le savent parfaitement, puisqu'ils font vivre (et plutôt bien) depuis dix-huit ans Moulins d'Ascq, une brasserie artisanale dont la production est entièrement certifiée « bio », malgré l'absence de toute culture de houblon bio dans la région. « C'est quelque chose qui nous taraude depuis longtemps, reconnaît Alban Decoster. Faire du bio, c'est bien, mais intégrer une notion de proximité, de réduction des transports dans notre production,

“ La totalité du houblon bio que nous achetons est produite en Allemagne et en Alsace, parce qu'il n'y en a pas plus près d'ici. ”

ce serait mieux. Or, la totalité du houblon bio que nous achetons est produite en Allemagne et en Alsace, pour la bonne et simple raison qu'il n'y en a pas plus près d'ici ». Du moins, il n'y en avait pas, jusqu'à ce que deux jeunes agriculteurs des Flandres, Édouard Roussez et Marc Chenu, se mettent en tête de créer une houblonnière bio à Morbecque... Une première dans la région. Pour faire connaître leur projet, les deux compères ont contacté les brasseries artisanales bio de



Alban Decoster et Mathieu Lepoutre, les co-gérants de la brasserie Moulins d'Ascq.

la région... dont l'équipe de Moulins d'Ascq, qui a aussitôt manifesté son intérêt. « Nous sommes allés les voir, on a participé un peu à planter les poteaux sur lesquels poussent les lianes de houblon, et surtout on a suivi cette première saison de production », reprend Alban Decoster. En septembre, les brasseurs ont ainsi pu constater que le houblon avait plutôt bien poussé et qu'une première

récolte était envisageable. « En général, une houblonnière ne donne pas son plein rendement avant trois ans, cette première récolte était donc une bonne surprise ».

UNE CUVÉE SPÉCIALE

Pour aller au bout de cette idée, Moulins d'Ascq a acheté la totalité de la production, soit 30 kilos de fleur de houblon, et

concocté une bière spéciale en petite série qui sera proposée en avant-première dans les établissements partenaires de l'opération BAL (Bière à Lille), qui propose une série d'animations autour de la bière jusqu'au 21 octobre. Pour ce qui est de la production en bouteilles (environ 3 000 bouteilles), elle sera présentée lors d'une soirée de lancement à la brasserie, le 26

EN CHIFFRES

- ▶ 3. En kilos, le poids en fleurs de houblon d'un plant en bonne santé.
- ▶ 1. En tonne, la consommation annuelle de houblon par Moulins d'Ascq, pour l'ensemble de sa production. Il faut également ▶ 150 tonnes d'orge pour « sortir » la production annuelle de bière. Le tout en bio, évidemment.
- ▶ 5 000. En litres, la production de bière issue de la production de houblon bio de Morbecque. Ce qui se répartira en 120 fûts et 3 000 bouteilles.
- ▶ 5. En euros, le prix d'une bouteille de cette cuvée spéciale... Dont 1 euro reversé aux producteurs.

octobre à 18 h.

L'ensemble de la production est agrémenté d'une opération de soutien aux deux créateurs de la houblonnière bio, puisque Moulins d'Ascq leur reversera un euro par bouteille vendue et 50 cts par pinte. « Nous devrions leur reverser près de 5 000 euros, ce qui leur permettra de financer l'achat d'une trieuse », souligne Alban Decoster.

Le partenariat entre les producteurs et les brasseurs devrait être pérennisé dans le temps, mais pas forcément par le biais d'opérations spéciales. « Nous consommons 1 tonne de houblon et 150 tonnes d'orge par an pour notre production. Notre volonté est évidemment de voir un maximum de projets de ce type sortir de terre ». Histoire que la brasserie puisse continuer de conjuguer ses convictions écologiques et ses ambitions économiques. ■

Des Moulins qui pourraient aller voir ailleurs ?



La brasserie produit environ 3 000 bouteilles.

Dix-huit ans après la création, la brasserie Moulins d'Ascq se porte à merveille, merci pour elle.

Six personnes (dont les deux co-gérants) travaillent désormais à plein temps à la brasserie (deux embauches ont eu lieu début septembre) et deux cuves représentant 100 hectolitres de production (une de 60 et une de 40) vont bientôt venir occuper les derniers espaces disponibles dans les locaux historiques de la ferme du Sens. « On devrait pouvoir assurer les deux prochaines années comme ça », estime Alban

Decoster. Mais après ? « Évidemment, notre but c'est toujours de développer l'entreprise, et il faudra se poser des questions ». En clair, une « délocalisation » de la brasserie sur un autre site est à l'étude. « C'est compliqué ici pour les gens qui partagent notre parking. Il y a parfois une dizaine de camions par jour, et les clients ralentissent ».

Une partie du stock a déjà été externalisée, mais si l'équipe de Moulins d'Ascq devait se résoudre à quitter ses locaux historiques, ce serait avec un gros pincement au cœur. ■

Des dizaines de postes à pourvoir dans l'informatique

Econocom profite du regroupement de ses services à la Haute-Borne pour annoncer des embauches et la société lilloise GFI Informatique organise une soirée de recrutement hors norme, jeudi à Villeneuve-d'Ascq.

VILLENEUVE-D'ASCQ.

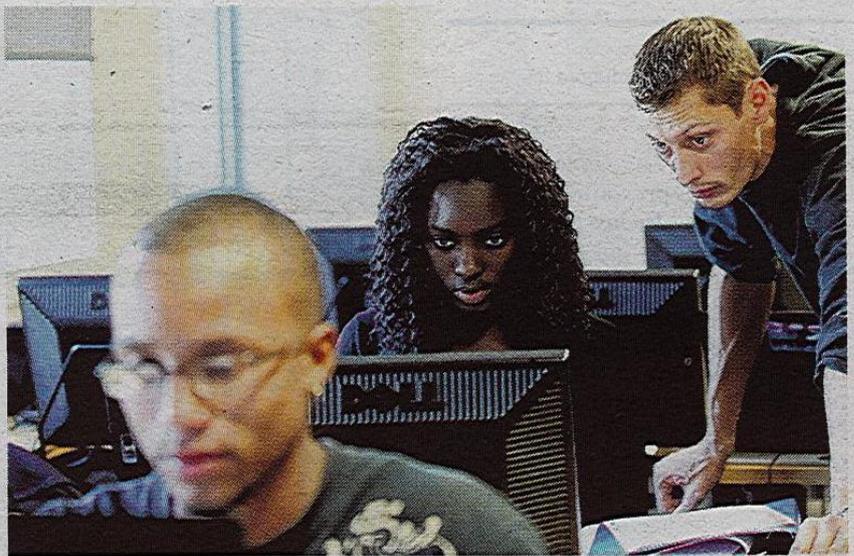
Econocom : 150 postes à pourvoir en 2018

Fleuron des entreprises de services numériques en France, présente dans 19 pays, Econocom conçoit, finance et accélère la transformation digitale des entreprises. Dans la région depuis 25 ans, le groupe y accompagne de nombreux acteurs de premier plan dans des secteurs aussi variés que la grande distribution, l'industrie ou encore l'administration.

Récemment, la société a décidé de rassembler l'ensemble de ses cinq entités (financement, info-gérance, maintenance, fourniture de matériels...) dans un même bâtiment, au sein du Parc scientifique. Depuis peu, ce sont ainsi 350 collaborateurs qui travaillent dans un seul et même lieu, rue.

Un gage d'efficacité pour le groupe, qui dans le même temps, prévoit d'embaucher 150 personnes en 2018 « afin de soutenir son ambition de croissance locale ». Un recrutement hors norme de par son ampleur : elle recrute en moyenne 70 nouveaux collaborateurs par an.

Econocom, 2, rue Horus, parc de la Haute-Borne à Villeneuve-d'Ascq. Econocom.fr



Les métiers de l'informatique recrutent. PHOTO ARCHIVES SAMI BELLOUMI

GFI Informatique : 15 postes à pourvoir pour commencer

Installée à Lille (porte de Paris), Gfi Informatique innove pour recruter de nouveaux collaborateurs. Jeudi soir, la première entreprise de services du numérique de la métropole lilloise (1 400 collaborateurs) organise une soirée recrutement autour du futsal. Rendez-vous au Futsal du boulevard de l'Ouest (rue Frenelet) à partir de 18 h 30. Sur invitation uniquement. Une quinzaine de postes sont à pour-

voir, d'ingénieur système/production, et réseau et sécurité ; consultants, chef de projet, développeurs, analystes, homologateurs, architecte, chef de projet...

L'événement vient ponctuer une année importante pour l'agence régionale de Gfi Informatique, avec plus de 250 embauches réalisées en 2017 et un plan de recrutement tout aussi ambitieux pour 2018. ■

GFI Informatique : inscriptions soirée recrutement GFI : <http://bit.ly/gfi>. www.gfi.world

Jean-Christophe Camart, premier président de l'Université de Lille

C'est historique ! Le 1^{er} janvier, ne dites plus Lille I, Lille II et Lille III mais Université de Lille. Et son premier président, l'ancien président de... Lille I, a été élu hier pour quatre ans. Qui est l'homme qui prend la tête de la deuxième université de France ? Et qu'est-ce que ça pourrait changer, à terme ?

PAR LAURENT DECOTTE
region@lavoixdunord.fr

RÉGION. Parce que le mot « historique » est dans toutes les bouches, essayons d'être précis avec l'histoire. Pascal Dureau, prédécesseur de Jean-Christophe Camart à la tête Lille I nous explique : « L'université de Lille a existé à partir de 1896 avant qu'elle ne soit subdivisée en Lille I, Lille II et Lille III en 1970. Mais alors, l'université n'était pas autonome et était dirigée par le recteur, nommé par l'État. Jean-Christophe Camart est donc le premier président jamais élu à la tête d'une université de Lille pour la première fois autonome. » Mais qui est celui qui prend la tête de la deuxième université de France avec ses 67 000 étudiants, 6 300 personnels et « autour de 600 millions d'euros de budget » ? « J'ai 54 ans, marié, deux enfants, et j'habite un village du Quercitain, Jolimetz. » Dont il s'absente du matin 5 h 30 au soir à 21 h. Le gentleman-farmer monte alors sur son tracteur pour s'occuper de son élevage de daims. « Ça me ressource. » Jean-Christophe Camart est professeur, docteur en électronique et spécialiste des micro-ondes. De 2008 à 2013, il a dirigé Polytech Lille avant de prendre la tête de l'université Lille I Sciences et

technologie en 2016. Damien Cuny, ex-doyen de la faculté de pharmacie, est le premier vice-président. Si quelque 200 à 300 personnels administratifs vont changer de site, pour les étudiants, ce sera *statu quo* au 1^{er} janvier. « Nous faisons le pari du changement d'image à l'international, glisse un président qui dresse aussi quelques perspectives concrètes. Par exemple, pourquoi ne pourrions-nous pas imaginer une business

« Nous faisons le pari du changement d'image à l'international. »

JEAN-CHRISTOPHE CAMART

school regroupant l'Institut du management du marketing et de la distribution à Lille II (IMMD) et l'Institut d'administration des entreprises (IAE) qui dépendait de Lille I ? » Mêmes logiques transposables à la sociologie, la santé... Autant de possibles. « Mais le premier mandat va avant tout être dédié à stabiliser la situation », nuance le président qui reconnaît que « certains sont allés à la fusion à contre-cœur ». Le moment est historique, mais ce n'est pas non plus le big bang. ■

L'université de Lille en chiffres

2^e plus grande université de France
67 000 étudiants



7 300 étudiants internationaux



6 domaines de formation



Jean-Christophe CAMART - Président de l'université

Labellisée I-Site
65 unités de recherche
5 labex **7** equipex

Un des **1^{er}** opérateurs en matière de formation continue
11 500 personnes formées



2^e employeur public dans le Nord
6 300 personnels



Photo : PIB

IGN - J. P. DERVAUX

Les laboratoires Boiron regroupent leurs sites à la Haute-Borne

Bien connue pour ses petits tubes bleus, la marque de produits homéopathiques compte deux antennes dans la métropole lilloise. Dans un an, tous ses salariés, une centaine au total, viendront travailler à Villeneuve-d'Ascq, dans des locaux tout neufs. C'est le premier chantier du Grand Carré, extension de 12 hectares du parc scientifique.

Par V. B. | Publié le 18/01/2018



Une cinquantaine de personnes travaillent sur le site de Boiron à Villeneuve-d'Ascq, au sein du Village d'entreprises du Triolo

Les laboratoires Boiron sont implantés depuis 27 ans à Villeneuve-d'Ascq, rue Trémière, au sein du Village d'entreprises du Triolo, (en bordure de la RN 227, à l'arrière du bowling). Les plus anciens Villeneuvois se souviennent que la société avait été victime d'un incendie il y a quinze ans. Il avait fallu reconstruire entièrement de nouveaux locaux. À l'époque, Boiron Villeneuve-d'Ascq faisait travailler une centaine de personnes.

« *Aujourd'hui, l'effectif est de 55 salariés* », explique Jean-François Dicque, le directeur d'établissement, présent ce jeudi midi aux vœux de la Haute-Borne. C'est au cours de cette cérémonie que Damien Castelain, en l'absence de Gérard Caudron, toujours souffrant, a annoncé cette nouvelle implantation à la Haute-Borne. Fabienne Courtray était également présente. Elle est la responsable de l'autre site Boiron de la région lilloise, situé à Lambersart, rue Ferdinand-de-Lesseps, sur la zone d'activités des Conquérants. Il fait travailler une quarantaine de personnes.

Un bâtiment de 2 600 m²

Auparavant, ce site portait la bannière de Dolisos, l'autre laboratoire (avec Boiron) qui faisait de l'homéopathie et qui appartenait à Pierre Fabre. Les laboratoires Boiron étaient implantés à Lille, près de la gare, et déjà à Villeneuve-d'Ascq. En 2005, il y a eu une fusion au niveau national et Boiron, qui a racheté Dolisos, a choisi de garder le site de Lambersart.

Ce qui a séduit le groupe pharmaceutique : l'accessibilité et l'environnement du site d'excellence

Les deux sites de la métropole lilloise fabriquent des médicaments homéopathiques, mais ont aussi une activité de grossiste et de répartiteur des produits fabriqués sur les autres sites de Boiron, dont le siège se trouve à Lyon. Le président de la MEL s'est réjoui de ce qu'avec le choix de la Haute-Borne, Boiron préserve et développe une centaine d'emplois.

Boiron avait un temps pensé regrouper ses deux sites à Eurasanté. Mais le parc scientifique villeneuvois a finalement eu sa préférence. Ce qui a séduit le groupe pharmaceutique : l'accessibilité et l'environnement du site d'excellence, ainsi que la proximité des universités.

Le groupe va construire un bâtiment de 2 600 m² à la Haute-Borne. Le chantier vient tout juste de démarrer. Si tout va bien, les nouveaux locaux seront livrés dans un an.

12 Villeneuve-Seclin et la métropole

LA VOIX DU NORD SAMEDI 20 JANVIER 2018

Les laboratoires Boiron regroupent leurs sites à la Haute-Borne

La marque de produits homéopathiques compte deux antennes dans la métropole lilloise. Dans un an, tous ses salariés, une centaine au total, viendront travailler à Villeneuve-d'Ascq, dans des locaux tout neufs. C'est le premier chantier du Grand Carré, extension de 12 hectares du parc scientifique.

PAR VIRGINIE BOULET
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. Les laboratoires Boiron sont implantés depuis 27 ans à Villeneuve-d'Ascq, rue Trémière, au sein du Village d'entreprises du Triolo, (en bordure de la RN 227, à l'arrière du bowling). Les plus anciens Villeneuvois se souviennent que la société avait été victime d'un incendie il y a quinze ans. Il avait fallu reconstruire entièrement de nouveaux locaux. A l'époque, Boiron Villeneuve-d'Ascq faisait travailler une centaine de personnes.

“ Ce qui a séduit le groupe pharmaceutique : l'accessibilité et l'environnement du site d'excellence.

« Aujourd'hui, l'effectif est de 55 salariés », explique Jean-François Dicque, le directeur d'établissement, présent ce jeudi midi aux vœux de la Haute-Borne. C'est au cours de cette cérémonie que Damien Castelain, en l'absence de Gérard Caudron, toujours



Ils seront bientôt une centaine à travailler sur le site de Boiron à Villeneuve-d'Ascq, au sein du Village d'entreprises du Triolo.

souffrant, a annoncé cette nouvelle implantation à la Haute-Borne. Fabienne Courtray était également présente. Elle est la

responsable de l'autre site Boiron de la région lilloise, situé à Lambersart, rue Ferdinand-de-Lesseps, sur la zone d'activités des

Conquérants. Il fait travailler une quarantaine de personnes. Auparavant, ce site portait la bannière de Dolisos, l'autre labo-

ratoire (avec Boiron) qui faisait de l'homéopathie et qui appartenait à Pierre Fabre. Les laboratoires Boiron étaient implantés à Lille, près de la gare, et déjà à Villeneuve-d'Ascq. En 2005, il y a eu une fusion au niveau national et Boiron, qui a racheté Dolisos, a choisi de garder le site de Lambersart.

UN BÂTIMENT DE 2 600 M²
Les deux sites de la métropole lilloise fabriquent des médicaments homéopathiques, mais ont aussi une activité de grossiste et de répartiteur des produits fabriqués sur les autres sites de Boiron, dont le siège se trouve à Lyon. Le président de la MEL s'est réjoui de ce qu'avec le choix de la Haute-Borne, Boiron préserve et développe une centaine d'emplois. Boiron avait un temps pensé regrouper ses deux sites à Eurasanté. Mais le parc scientifique villeneuvois a finalement eu sa préférence. Ce qui a séduit le groupe pharmaceutique : l'accessibilité et l'environnement du site d'excellence, ainsi que la proximité des universités.

Le groupe va construire un bâtiment de 2 600 m² à la Haute-Borne. Le chantier vient tout juste de démarrer. Si tout va bien, les nouveaux locaux seront livrés dans un an. ■

La moitié du Grand Carré déjà commercialisée

C'est parti pour la phase II de la Haute-Borne. A terme, le Grand Carré devrait peser 2 500 emplois supplémentaires, portant le nombre de salariés présents sur le parc scientifique à plus de 11 000.

Le Grand Carré, c'est un espace de 12 hectares, en territoire villeneuvois, réservé depuis le lancement de la Haute-Borne en 1999, avec potentiellement 60 000 m² commercialisables. Depuis toutes ces années, il avait été conservé pour accueillir un grand projet. On avait parlé d'un synchrotron. Puis, un grand laboratoire biopharmaceutique avait été pressenti, avec plusieurs centaines d'emplois à la clé. Mais ses responsables avaient finalement jeté leur dévolu sur l'Arrageois.

BUREAUX, RESTAURANT, ESPACES DE DÉTENTE...

Il y a deux ans, quand la réserve foncière a été levée, au grand

soulagement de Gérard Caudron qui désespérait de voir ces terrains rendus disponibles, la MEL espérait encore qu'un gros investisseur se montrerait intéressé. Ce n'est toujours pas exclu, mais il n'occupera pas toute la parcelle, puisque de fait, la moitié du Grand Carré a déjà trouvé preneur.

Chargée de la commercialisation du Grand Carré depuis un an, la SPL Euralille a lancé un appel aux opérateurs immobiliers en avril les invitant à imaginer de nouveaux « développements tertiaires ». Neuf ont postulé, et deux ont été retenus. Il s'agit d'Aventim-Woodtime, qui va développer sur environ 13 000 m² des espaces de bureaux modulables, et un Carré des services proposant sport, restaurant et espaces de détente (livraison pour le dernier trimestre 2018). Le second projet, porté par l'équipe Tereneo-Nexity, développe un programme de bureaux d'envi-



ron 25 000 m² (dont 15 000 m² pour un porteur unique). Ces deux projets seront voisins des laboratoires Boiron. Ils ont

été choisis par l'équipe de la Haute-Borne notamment parce que les opérateurs étaient en mesure de donner déjà des noms

d'utilisateurs potentiels. Autant dire que ces mètres carrés de bureaux ne devraient pas rester vides trop longtemps. ■

227

Villeneuve d'Ascq. Nouvelles entreprises sur le parc de la Haute Borne

Il y a du mouvement sur le parc de la Haute-Borne à Villeneuve d'Ascq, près de Lille (Nord). L'arrivée de nouvelles entreprises et le lancement de travaux ont été annoncés.

Ça bouge sur le parc de la Haute Borne à Villeneuve d'Ascq (Nord)! Par la voix de son président Damien Castelain, la Métropole européenne de Lille (MEL) vient d'annoncer de grands travaux et l'arrivée de nouvelles entreprises sur le « Grand Carré ».

Il y aura tout d'abord un regroupement des deux sites des laboratoires Boiron. Ils étaient jusque-là implantés à Villeneuve d'Ascq au sein du village d'entreprises Triolo, mais aussi à Lambersart sur la zone d'activités des Conquérants. Ils s'installeront dans un bâtiment de 2600 m² d'ici un an. Le chantier vient tout juste de démarrer.

« Nous sommes très heureux de ce choix qui permet de préserver et développer une centaine d'emplois », commente Damien Castelain.



210 entreprises

Le parc de la Haute Borne réunit aujourd'hui, sur ses 100 premiers hectares déjà commercialisés, 210 entreprises, laboratoires et start-up. Au total, ce sont plus de 8600 salariés qui y travaillent.

Deux projets d'envergure

Deux autres projets d'envergure ont été retenus parmi une dizaine présentés : ceux de Aventim-Woodtime et de Tereneo Nexity.

Le premier sera de 13 000 m² environ. En plus de bureaux modulables, il prévoit des services et commerces : restaurant, espaces de détente, sport, etc. Une concertation avec les « usagers » de la Haute Borne est d'ores et déjà prévue.

Le projet proposé par Tereneo Nexity prévoit quant à lui un programme de bureaux d'environ 25 000 m² avec « une attention forte portée à l'environnement et au dialogue avec la nature.

C'est une formidable aventure qui continue et qui témoigne de l'attractivité de la Métropole, et plus particulièrement de ce secteur stratégique », conclut Damien Castelain.

Grand Carré compte 60 000 m² de droits
à construire sur un total de 12 ha.



Métropole de Lille La Haute-Borne remplit son Grand Carré

A Villeneuve-d'Ascq, les 12 ha du Grand Carré du parc d'activités de la Haute-Borne poursuivent leur développement. Deux projets ont été retenus dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt lancé en avril 2017 par la SPL Euralille pour développer une offre tertiaire et de nouveaux services. Deux projets ont été retenus : celui de l'équipe Aventim-Woodtime, qui propose sur 13 000 m² d'espaces de bureaux modulables et une nouvelle polarité de services et de commerces ; et celui de l'équipe Tereneo-Nexity avec un programme de bureaux d'environ 25 000 m² (dont 15 000 m² pour un porteur unique). Ils côtoieront les futurs locaux des laboratoires Boiron, dont la construction a démarré en janvier. A eux trois, ils occupent déjà la moitié des 60 000 m² de droits à construire du Grand Carré.

La SPL vient aussi de choisir son équipe de maîtrise d'œuvre urbaine, composée d'Atelier Nervures, Atelier MA et Strate Ingénierie, avec qui elle travaillera sur la qualité urbaine du bâti et des espaces publics. Pour intégrer au mieux le développement durable dans les projets, la SPL sera épaulée par Franck Boutté Consultants, tandis que le groupement formé par I-via Tic, Extra, Réseau Alliances et Adav interviendra pour accroître les mobilités douces. ● E. L.

Des Petits radis qui poussent bien

VILLENEUVE-D'ASCQ. Nous vous avons présenté Les Petits radis en novembre 2016. Cette start-up est spécialisée dans la distribution de box destinées à sensibiliser les enfants à la nature et au jardinage. À l'intérieur du « Kitkipouss » tout le nécessaire pour faire pousser des légumes. Le projet était né au sein du groupe Adeo à l'initiative de deux salariés, Karina Delpierre et Arnaud Lemay (*notre photo*). L'entreprise a été créée officiellement en septembre 2017 et a désormais pris ses quartiers dans la ruche d'entreprises de la Haute-Borne, à Villeneuve-d'Ascq. Elle vient de lancer une offre dédiée aux écoles qui vise à aider les enseignants qui veulent initier leurs élèves au potager. Les Petits radis présenteront leurs projets lors de la Maker Faire qui sera organisée à Lille du 9 au 11 février. ■

Renseignements sur <https://lespetitsradis.fr/>

PH. ARCHIVES PATRICK JAMES





Les laboratoires Boiron au Grand carré

Le parc scientifique de la Haute-Borne va accueillir les laboratoires Boiron l'an prochain. Cette entreprise française fabrique et distribue des préparations homéopathiques depuis plus de 80 ans.

Elle regroupe ainsi à la Haute-Borne ses unités de la rue Trémière, au Triolo et de Lambersart. Soit une centaine de salariés, qui devraient emménager fin 2019 dans un bâtiment de 2 600 m² dont les travaux de construction ont démarré fin 2017.

Le site centralisera les activités de fabrication, mais aussi de répartition et de stockage des diverses productions des autres laboratoires Boiron (31 en France et 19 Outre-mer et à l'étranger).

Site d'excellence de la Métropole européenne de Lille, le parc de la haute-Borne poursuit son développement avec la commercialisation du «Grand carré».

Les 100 premiers hectares commercialisés abritent déjà 210 entreprises, laboratoires et start-up et quelque 8 600 salariés.

Avec les 12 hectares du Grand carré -60 000 m² commercialisables, et environ 2 500 emplois supplémentaires à terme, la Haute-Borne entame ici la phase 2 de son «plan de carrière».

Aux côtés des locaux de Boiron, Aventim-Woodtime et Tereneo-Nexity portent tous deux des projets qui ont su séduire la SPL Euralille, laquelle a succédé à la Saern.

Le premier devrait livrer, au dernier trimestre 2018, 13 000 m² de bureaux modulables ainsi qu'un «Carré des services» offrant sport, restaurant, espaces de détente...

Le second va lui construire 25 000 m² de bureaux, dont 15 000 pour une seule entreprise.

À suivre... Plus d'infos : parc-haute-borne.fr/

Une appli «Villeneuve-d'Ascq» pour rester connecté à la ville

Signaler des incivilités, recharger sa carte Pouce et puce, consulter le menu des cantines ou se balader dans les équipements municipaux via la géolocalisation... Depuis quelques jours, une application pour smartphone donne de nouvelles fonctionnalités à la citoyenneté.

Marie Vandekerkhove | 05/03/2018



Pascal Moyson, adjoint au numérique et Michael Wallerand, responsable du numérique à la mairie, présentent l'appli « Villeneuve d'Ascq ».

Elle rassemble dans la poche plusieurs dizaines de kilos de papier ou de pellicule. Pensez, l'appli « Villeneuve-d'Ascq » (sans tiret) propose de feuilleter toutes les publications municipales, comme « La Tribune » depuis 2008, de faire le point sur les services municipaux, de regarder toutes les vidéos de la Ville, de disposer de l'annuaire exhaustif des équipements villeneuvois. **Avec ce gros avantage que le service est interactif.** Prenez par exemple le « guide pratique » des équipements culturels, sportifs et municipaux : « *On peut s'y rendre à pied, en voiture, ou en transports en commun via la géolocalisation, appeler directement, ou dérouler la fiche avec le programme de la structure* », détaille Michael Wallerand, responsable de la communication numérique à la mairie.

Signaler des incivilités via des photos géolocalisables

L'application permet aussi de recevoir des « pushes », des alertes sur smartphone. « *Nous avons isolé différents thèmes comme les urgences, la météo, les écoles, les travaux, les sports et loisirs* », explique encore le webmestre municipal. L'une des grandes fonctionnalités de l'application permet de signaler des incivilités au service Ici VA. Dépôts sauvages, défauts d'éclairage, mobilier urbain dégradé, stationnements abusifs... Les Villeneuvois sont invités à faire remonter toute avarie du quotidien : « *Ils peuvent ainsi joindre une photo qui est géolocalisable, donc un signalement beaucoup plus simple à trouver pour les services municipaux amenés à intervenir* », insiste Pascal Moyson, quatrième adjoint chargé du numérique.

L'application reprend aussi le paiement en ligne de la carte Pouce et Puce. **Mais attention, seuls les détenteurs d'un i-phone ou d'un android peuvent télécharger l'application**, la Ville ayant fait le choix de ne pas développer « Villeneuve-d'Ascq » sous l'environnement Windows phone. « *Cette appli pourra évoluer. Nous envisageons de rajouter des fonctionnalités, comme les places de parking libres en temps réel, des données dont dispose déjà la MEL et que nous pourrions récupérer* », estime Michael Wallerand qui pense lui adjoindre aussi les disponibilités des V-Lille et des véhicules auto-partage. Un mouvement numérique perpétuel pour que la Ville garde ses cinq @, le must en matière de numérique.

Voici les liens de téléchargement :

Android : <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.lumiplan.villeneuveascq>

iOS : <https://itunes.apple.com/us/app/villeneuve-dascq/id1280468517?l=fr&ls=1&mt=8>

Après Ascq et Annappes, l'ancien gendarme écrit l'histoire de Flers

Ce dimanche, à la Foire aux collections, Bernard Delvart présentera son troisième livre sur la dernière commune de Villeneuve-d'Ascq. Une enquête de trois ans pour rappeler l'histoire des hommes derrière les façades de ce village aux nombreux hameaux devenu quartier.

PAR MARIE VANDEKERKHOVE
villeneuvedascq@lavoixdunord.fr

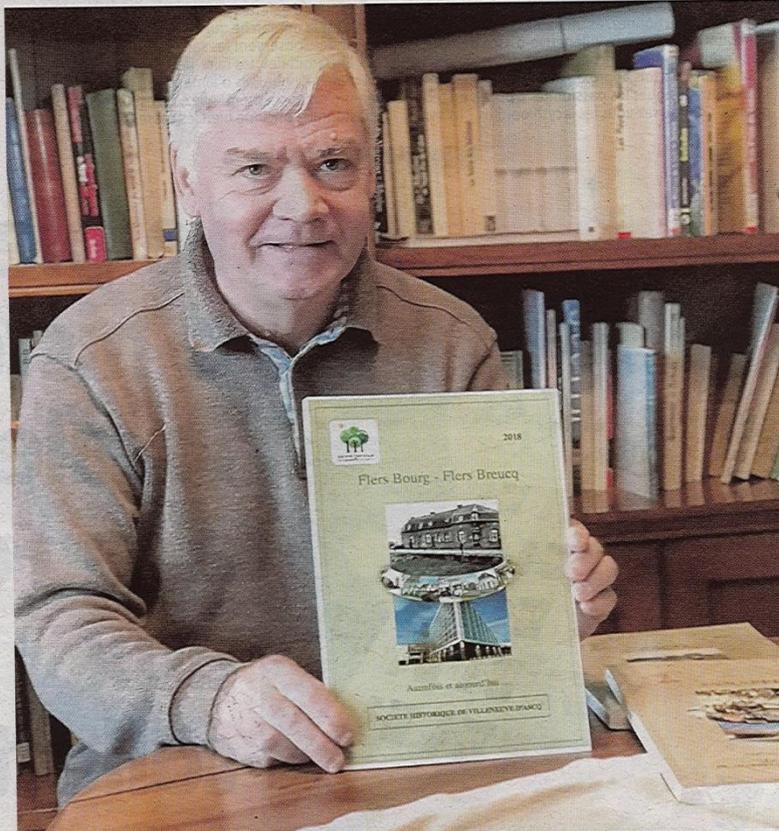
VILLENEUVE-D'ASCQ.

Il perpétue ce qu'il a aimé dans sa vie professionnelle : « rencontrer des gens ». Cet ancien enquêteur de la section de recherche de gendarmerie de Lille applique les mêmes méthodes : rigueur et vérification. Mais rien de barbant dans ses livres : « Je les ai bâtis comme une promenade, j'explique l'histoire des gens, des monuments, par les façades », décrypte Bernard Delvart.

“ Au XIX^e siècle, les industriels sont arrivés dans les champs du Breucq, attirés par la Marque pour y installer filatures, teintureriers et industries chimiques.”

Pour Flers, il utilise le même mode opératoire que pour ses livres sur Ascq et Annappes. Le livre devrait sortir en novembre « mais les 304 pages sont déjà écrites », confie cet administrateur de la société historique de Villeneuve-d'Ascq. La Foire aux collections, ce dimanche, sera d'ailleurs l'occasion d'une prévente.

En se baladant dans les rues de Flers, on apprend l'antagonisme viscéral entre le Breucq et le Bourg, le centre historique. « Au XIX^e siècle, les industriels sont arrivés dans les champs du Breucq, attirés par la Marque pour y ins-



Administrateur de la société historique, Bernard Delvart a déjà écrit plus de 800 pages sur l'histoire des communes qui composent Villeneuve-d'Ascq.

taller filatures, teintureriers et industries chimiques », narre l'ancien militaire. Les usines s'entourent de petites maisons ouvrières. En 1861, le hameau du Breucq a déjà pris plus d'importance que le Bourg. « Les habitants demandent des écoles, une mairie, une église, un cimetière, un monument aux morts... Et vont jusqu'à réclamer un rattachement à Croix qui ne leur sera jamais accordé », confie Bernard Delvart.

FLERS-LEZ-LILLE, DE 1936 À 1970

Cette querelle Breucq-Bourg va jusqu'à éclipser la destinée des autres hameaux de Flers : la Coisnerie ou Cousinerie, les Prés, le Ribaut Esceul devenu le Recueil, le Sart, le Vieux Bus ou Bois qui disposaient de leur propre seigneurie. Tous ces lieux-dits sont agrégés dans « Flers-lez-Lille », ainsi nommé en 1936 pour le différencier de Flers-en-Escrebieux, dans le Douaisis. Il restera sous cette dénomination jusqu'en 1970, à la création de la ville nouvelle et la fusion d'Ascq, Annappes et Flers. Bernard Delvart écrit des pans d'histoire en évoquant les noms qui ont bâti Flers comme les Pennel, les Dubus, des familles de fermiers et de brasseurs, les LeFebvre... « Beaucoup de noms sont encore présents dans le quartier », remarque Bernard Delvart qui a retrouvé la trace d'une « France, Espérance, Victoire », née à l'hiver 1940. « Il fallait être culotté pour donner ce nom à son enfant en pleine occupation allemande », pointe l'ancien militaire dont le livre fourmille d'anecdotes. ■
En prévente à la Foire aux collections à 19 € au lieu de 23 €.

LA FOIRE AUX COLLECTIONS CE DIMANCHE

C'est la 32^e édition de ce rendez-vous initié par l'Amicale laïque Pasteur Jean-Jaurès. Plusieurs expositions sont prévues : une sur les fanfares du Breucq et du Bourg, une autre sur Harald Stambach, lieutenant aviateur et résistant de Flers, tué le 3 septembre 1944 lors de l'attaque d'un convoi allemand au Haut-Vinage, à Wasquehal.

Plus de 90 exposants devraient être présents à l'Espace Concorde. Ils présenteront leurs collections en philatélie, vieux journaux, parfums, télécartes, jouets anciens, affiches, cartes postales, appareils photo, monnaies, feves, capsules de champagne...

En plus de Bernard Delvart qui présentera son livre sur Flers, le salon recevra David-James Kennedy, pharmacien du quartier Poste-Résidence qui dédicacera ses romans *Ressacs* et *Malgré elle*, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Ce dimanche 11 mars à l'Espace Concorde, rue Carpeaux (Cousinerie), de 9 h à 17 h 30. Entrée gratuite.

Le colonel Pollet, illustre habitant de Flers

C'est l'un des destins qui a marqué l'histoire de Flers et donné son nom à l'une des rues du quartier. Aimable Pollet naît à Flers mais fait carrière à Paris. Alors capitaine, il épouse Joséphine Narro, dite Pepa, la « première dame d'atours » d'Eugénie de Montijo, la femme de Napoléon III. La « dame d'atours » a la charge de la garde-robe et des femmes de chambre dans la France de la royauté. Nommé colonel, Aimable Pollet commande le 43^e de ligne. Il fait partie du conseil secret du dernier empereur des Français. Et c'est à ce titre que, lors d'une réunion de



conseil, il s'oppose farouchement au conflit de 1870. Suite à cette opposition, un officier supérieur le provoque en duel et le tue dans le cour du palais des Tuileries. Selon les recherches de Bernard Delvart, il existe encore à Villeneuve-d'Ascq des descendants de la famille Pollet dont son arrière-arrière-petite nièce. Son lointain aïeul Henri, Alexis Pollet (1822-1893), charpentier, était le frère d'Aimable. Une robe de baptême, offerte par l'impératrice à sa « dame d'atours », s'est transmise de génération en génération et a servi aux nombreux baptêmes de la lignée. ■

Ce bunker dont dépend la sécurité de dizaines de milliers de foyers

C'est le centre de télésurveillance le plus important de France pour Verisure, spécialiste des alarmes connectées. Ici convergent les déclenchements automatiques suite à intrusion, les SOS pour urgence vitale ou agression... Un centre high-tech sous haute protection.

PAR MARIE VANDEKERKHOVE
villeneuveascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. On y rentre par un sas, comme dans une banque. Et le bunker ne s'ouvre que de l'intérieur, après six secondes et une vérification vidéo des entrants potentiels. Bienvenue dans l'un des deux pions de Verisure. Le spécialiste de la protection du domicile ou des petits commerces compte deux centres de télésurveillance : un à Châtenay-Malabry, en région parisienne, son cœur historique dans l'Hexagone. Et son centre le plus important, ouvert à Villeneuve-d'Ascq fin 2014. Hyperconcentrés derrière leurs écrans, les chargés d'assistance sont à l'affût du moindre signal. « Beaucoup sont aussi des pompiers volontaires ou des gendarmes réservistes », confie Anne Perez, directrice du site. La plupart sont formés aux premiers secours et tous titulaires d'un certificat professionnel en sécurité.

ON NE PARLE PAS DE « CLIENTS » MAIS DE « PROTÉGÉS »

Ils sont rompus aux situations d'urgence : « Les personnes que nous recrutons présentent une grande maîtrise du stress. Ils sont dans une bonne posture pour ras-



C'est ici, à la Haute Borne, le plus grand centre de France, que converge une grosse partie des déclenchements d'alarme de Verisure. PHOTO PHILIPPE PAUCHET

surer les clients et traiter les alarmes dans les meilleurs délais », assure Hanane Abekhar, responsable du centre de télésurveillance villeneuvois. Leur feuille de route : traiter une

intrusion, une urgence vitale ou tout autre déclenchement intempêtif. À eux d'identifier la nature du signal. « Nous assurons une tranquillité d'esprit », avance-t-on chez Verisure, qui dispose d'un

accès prioritaire aux pompiers, SAMU et forces de l'ordre. Ici, la terminologie maison ne parle pas de « clients » mais de « protégés ». Verisure équipe ses clients en caméras qui capturent images et

sons et disponibles en temps réel via une appli réservée aux abonnés. « Tout notre fonctionnement est transparent mais très encadré par la loi. Seul un déclenchement, via un SOS ou une intrusion, nous permet de visualiser l'intérieur d'un domicile », affirme l'entreprise. Qui met en place un système sophistiqué d'alerte par

« Les personnes que nous recrutons présentent une grande maîtrise du stress. »

GSM, doublé par des basses fréquences radio pour résister aux brouillages des cambrioleurs. Un concentré de technologie qui fait bondir l'activité de l'entreprise qui savoure son implantation à Villeneuve-d'Ascq. « La Haute Borne draine une image dynamique de développement, recherche et créativité », savoure Anne Perez. Avec une insolente croissance de 20 % par an depuis dix ans, Verisure vise la première place sur le marché de la télésurveillance dans un pays où seuls 3,2 % des foyers sont connectés. Selon la marque, ils sont plus de 50 % outre-Atlantique. ■
2 000 salariés répartis dans les deux centres de télésurveillance et les 65 agences

Dirigeante dans un monde d'hommes

C'est une entreprise où la recherche de la parité s'affiche sur les murs : « La femme est un homme comme les autres. Seule 14 % de la population commerciale sont des femmes. Agissons pour augmenter ce nombre : co-optons ». Certes, les techniciennes ne comptent qu'une

technicienne. Et la majorité des prestataires, de ces services de sécurité prévus qui se déplacent à domicile pour lever le dernier doute sur une intrusion, sont des hommes. Est-ce à dire que la télésurveillance reste un repaire de mâles ? Même pas : dans le bun-

ker, près d'un chargé d'assistance sur deux n'a pas de chromosome Y. « Chaque responsable de nos centres de Villeneuve et Châtenay-Malabry est une femme », relève Anne Perez. Arrivée chez dans l'entreprise il y a deux ans, cette ancienne de chez France Loisirs siège au comité de direction de Verisure France. À 48 ans, elle dirige 600 salariés au sein de la direction sécurité et relation clients, basée à Villeneuve-d'Ascq. Et savoure de travailler dans un secteur « qui fait sens ». « J'aime l'idée qu'on soutient nos protégés dans leurs moments de vie. Je me souviens de cette dame qui s'était blessée toute seule chez elle avec un couteau de cuisine. Elle a activé son SOS, nous avons pu la conseiller sur le point de compression et la rassurer pendant que les secours étaient en route », se souvient Anne Perez. Les plus misogynes répondront que la protection reste une vertu féminine. ■



Anne Perez chapeaute le site Verisure de Villeneuve-d'Ascq, y compris son bunker ultra sécurisé. PHOTO PHILIPPE PAUCHET

L'Institut régional des matériaux agrosourcés en liquidation judiciaire

La fin de l'IFMAS, en liquidation judiciaire, à Villeneuve-d'Ascq sonne le tocsin d'un magnifique projet : trouver une alternative biologique aux matières plastiques d'origine pétrochimique. Mais pas seulement...



Une trentaine de chercheurs, des projets de recherche d'intérêt général, des prestations au service de l'industrie, des brevets renforçant la compétitivité des entreprises n'auront pas suffi pour faire vivre l'IFMAS.

PAR YANNICK BOUCHER
economie@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. La mise en liquidation de l'Institut français des matériaux agrosourcés (IFMAS) a été prononcée le 19 mars au tribunal de commerce de Lille. Le centre de recherche, situé au parc scientifique de la Haute-Borne, à Villeneuve-d'Ascq, était en cessation de paiement depuis le 1^{er} mars. Il emploie neuf salariés qui seront économiquement licenciés alors que 24 doctorants et post-doctorants quittent la structure pour tenter d'en intégrer d'autres dans les universités (on espère dans la région, le risque de perte de matière grise étant fortement redouté).

PLASTIQUES VÉGÉTAUX EN BERNE
La chimie verte et la chimie du végétal étaient les deux grandes spécialités de l'IFMAS. L'institut avait une grande valeur et avait suscité une vague d'enthousiasme à sa création fin 2011, devant faire du Nord-Pas-de-Calais la grande région des plastiques végétaux – une première en France. L'objectif de l'époque était de s'emparer de 30 % du marché

européen de la fabrication de ces plastiques biosourcés, avec l'appui du géant de l'amidon Roquette (Lestrem) et de quelques laboratoires et industriels associés, notamment dans la plasturgie.

« Les partenaires ne se sont pas vraiment projetés à un horizon cinq ans, posant vite des problèmes d'équilibre financier. »

Installé en avril 2015 sur le parc scientifique de la Haute-Borne, l'IFMAS avait déployé une activité riche de promesses à travers des prestations en phase avec la demande des industriels : plastiques recyclés d'origine non fossiles, mesures de composés organiques volatiles pour des revêtements de sols moins polluants, produits plus naturels dans la cosmétique, pilote de prototype d'essais de polymères plastiques de grande taille (plusieurs kilos, une première en France) pour servir le ferroviaire, l'automobile ou les emballages...

Les soucis de l'IFMAS ne sont pas liés à son activité, toujours soutenue avec dix brevets déjà déposés.

« Les partenaires ne se sont pas vraiment projetés à un horizon cinq ans, posant vite des problèmes d'équilibre financier », nous confie un observateur zélé de l'IFMAS. L'institut a-t-il subi la complexité des relations public-privé, étant géré par l'Agence nationale de la recherche et pour le privé, par Roquette (24 %) et le peintre industriel Mäder (23 %), dont le président Antonio Molina était devenu en 2016 celui de l'IFMAS ?

UN REGRETTABLE GÂCHIS

L'institut n'aurait-il pas trouvé sa place dans les nouvelles mesures du programme d'investissement d'avenir (PIA) ? Il semblerait que Roquette et, dans une moindre mesure, Mäder se soient engagés à continuer à soutenir les projets de thèses des doctorants. Pour le reste, c'est un regrettable gâchis pour la R&D régionale, déjà le point faible de l'économie des Hauts-de-France. Des brevets, des services renforçant la compétitivité des industriels, un chiffre d'affaires en forte augmentation d'après la direction qui évoque, pour seul commentaire, « des résultats prometteurs mais prématurés pour un transfert immédiat vers une production industrielle ». Comment reconstruire ? ■



CÉLINE INVENTE LA LUNCH BOX CONSIGNÉE

ROUBAIX-TOURCOING. Céline Scavennec fréquente les concerts et festivals. Ne l'en blâmons pas, cela lui a permis de constater que l'on y buvait non plus dans des verres jetables mais dans des gobelets lavables et réutilisables. De là à se dire que ce qui fonctionne pour les sodas et le Vittel-houblon est applicable aux aliments solides, il n'y avait qu'un pas. Que Céline a franchi – l'environnement lui en sera à n'en pas douter reconnaissant – en créant Niiji, la lunch box consignée qui entend faire disparaître les barquettes jetables. L'objet conçu à Roubaix est fabriqué à Tourcoing à partir de matières naturelles. Reste à le diffuser. *« Mes clients, ce sont ceux qui font à manger, restaurateurs et vendeurs de plats à emporter, explique-t-elle. Je cherche des partenaires qui veulent tenter l'expérience du zéro déchet et qui savent combien ils dépensent avec leurs barquettes jetables. »* Sans oublier, argument qui fera mouche chez les professions de bouche, que la box est un moyen de faire revenir le client, ne serait-ce que pour récupérer le montant de la consigne... ■

PAGE RÉALISÉE PAR JEAN-MARIE NAVEZ
AVEC LES RÉDACTIONS LOCALES



Les laboratoires Boiron au Grand carré

Le parc scientifique de la Haute-Borne va accueillir les laboratoires Boiron l'an prochain. Cette entreprise française fabrique et distribue des préparations homéopathiques depuis plus de 80 ans.

Elle regroupe ainsi à la Haute-Borne ses unités de la rue Trémière, au Triolo et de Lambersart. Soit une centaine de salariés, qui devraient emménager fin 2019 dans un bâtiment de 2 600 m² dont les travaux de construction ont démarré fin 2017.

Le site centralisera les activités de fabrication, mais aussi de répartition et de stockage des diverses productions des autres laboratoires Boiron (31 en France et 19 Outre-mer et à l'étranger).

Site d'excellence de la Métropole européenne de Lille, le parc de la haute-Borne poursuit son développement avec la commercialisation du «Grand carré».

Les 100 premiers hectares commercialisés abritent déjà 210 entreprises, laboratoires et start-up et quelque 8 600 salariés.

Avec les 12 hectares du Grand carré -60 000 m² commercialisables, et environ 2 500 emplois supplémentaires à terme, la Haute-Borne entame ici la phase 2 de son «plan de carrière».

Aux côtés des locaux de Boiron, Aventim-Woodtime et Tereneo-Nexity portent tous deux des projets qui ont su séduire la SPL Euralille, laquelle a succédé à la Saern.

Le premier devrait livrer, au dernier trimestre 2018, 13 000 m² de bureaux modulables ainsi qu'un «Carré des services» offrant sport, restaurant, espaces de détente...

Le second va lui construire 25 000 m² de bureaux, dont 15 000 pour une seule entreprise.

À suivre... Plus d'infos : parc-haute-borne.fr/



© Richard Baron / Light Motiv

Pictime, acteur du commerce digital, poursuit sa croissance à la Haute Borne



Haute Borne XXL

Dédiée à l'accueil d'activités scientifiques et technologiques à haute valeur ajoutée, à l'innovation et au développement durable, la Haute Borne (Villeneuve d'Ascq) figure parmi les premiers sites plébiscités par les entreprises des secteurs scientifiques ayant un projet d'implantation.

Face à ce succès, ce site d'excellence, inauguré en 2003, poursuit son développement avec l'aménagement de 12 hectares supplémentaires sur le terrain du Grand Carré. Avec l'attribution d'une concession d'aménagement à la SPL Euralille, le projet fait un bond en avant. 60 000 m² sont à commercialiser sur cette extension. À ce jour, deux projets d'aménagement ont été retenus.

Celui porté par Aventim-Woodtime, développé sur 13 000 m². Outre des espaces de bureaux modulables, il prévoit également des nouveaux services attendus par les usagers (commerces, services, loisirs...). Celui porté par Tereneo-Nexity, développé sur 25 000 m², présente une offre de bureaux respectueuse de l'environnement.

Par ailleurs, voisin de ces projets, le laboratoire Boiron pérennise son implantation dans la métropole et réunit à la Haute Borne ses deux sites lillois (lire portrait page 17). Le premier coup de pioche a été donné en janvier.

EN CHIFFRES

140 hectares

210 entreprises

8 600 emplois



CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA HAUTE BORNE

—
CRAC
2017
—



MARDI 24 JUILLET 2018

